l'unité

M 2805 - N° 440 - 6 F — L'hebdomadaire du Parti socialiste — 24 octobre 1981

Le message de Mexico



Sygma

PAR CLAUDE ESTIER

TANDIS qu'à l'Assemblée nationale un quarteron de députés de droite, refusant obstinément d'admettre que les Français se sont prononcés clairement au printemps dernier, mène un combat dérisoire et peu glorieux — mais un combat de classe — pour retarder les nationalisations, le monde, lui, comprend chaque jour davantage ce qui a changé en France depuis le 10 mai.

Il est déjà banal de dire que le discours prononcé mardi à Mexico par François Mitterrand restera dans l'Histoire au même titre que celui de De Gaulle, jadis à Phnom-Penh. Certains commentateurs y ont vu un « discours révolutionnaire ». C'est vrai si l'on veut dire par là que le président de la République a rompu brutalement avec le langage ampoulé de son prédécesseur pour retrouver le grand mouvement de la Révolution française invitant les peuples à conquérir leur liberté.

Nous savions bien que François Mitterrand n'avait pas accompli ce voyage en Amérique simplement pour assister à des manifestations folkloriques ou pour s'asseoir à une table de conférence où chacun rivalise de bonnes intentions rarement suivies d'effets. En lançant à Mexico ce « salut aux humiliés, aux torturés, aux séquestrés, aux disparus et aux assassinés qui voulaient seulement vivre et vivre libres », le président de la République n'a pas seulement délivré un message qui lui tenait à cœur, il a en même temps souligné la signification que la France attache à la rencontre de Cancun entre pays riches et pays pauvres.

Lorsqu'il y a quelques semaines a été rendue publique la déclaration franco-mexicaine prenant position pour un règlement politique au Salvador, certains ont crié à l'ingérence de la France dans les affaires intérieures d'un autre pays. Mais, très vite, s'est dégagé clairement le sens de cette initiative : la France du 10 mai, la France socialiste considère qu'il n'est plus possible de se taire devant les tortures et les massacres dont sont victimes tant de peuples d'Amérique latine — mardi soir encore, un magazine de T.f.1 a montré des images saisissantes sur la dictature sanglante du Guatemala. Les peuples en question ont immédiatement entendu la voix nouvelle qui venait de Paris. Prononcé dans la capitale du Mexique, qui s'engage avec nous dans cette croisade de la liberté, le discours de François Mitterrand amplifie cette voix et sonne comme un signal dont il est facile de prévoir que l'écho sera immense.

Ce signal s'adresse aussi, à l'évidence, à l'administration américaine qui a eu l'occasion ces jours derniers de comprendre que si la France demeure bien un membre à part entière de l'Alliance atlantique, elle entend aussi que le sort du monde ne soit pas réglé seulement par la confrontation Est-Ouest et l'équilibre de la terreur nucléaire entre les deux superpuissances. Elle considère que la paix dépend au moins autant et sans doute davantage de ce que l'on appelle le dialogue Nord-Sud à condition que celui-ci cesse d'être une formule creuse mais offre enfin des possibilités concrètes pour lutter contre la misère et l'oppression dans lesquelles s'enfoncent tant de pays du tiers monde.

Alors que le capitalisme international reste prisonnier d'un raisonnement qui donne au profit la primauté sur toute autre valeur, il appartient aux socialistes de rappeler que le sort des hommes est lié d'un bout à l'autre de la planète et qu'il ne saurait y avoir de bonheur ni de sécurité durables pour les uns pendant que tant d'autres meurent de faim ou tombent sous la torture. C'est là une idée relativement neuve. Les socialistes français, à la veille de leur congrès, sont fiers que François Mitterrand l'ait exprimée avec tant d'éclat. ●

Ce numéro 440 qui est aussi celui du congrès de Valence coïncide avec une grande opération de relance que nous engageons auprès des adhérents et des sympathisants du Parti. La progression que nous enregistrons depuis plusieurs semaines nous confirme qu'il existe aujourd'hui de réelles possibilités d'accroître sensiblement la diffusion de « l'Unité ». Parallèlement à cet effort, nous voulons présenter un journal plus riche, plus diversifié, avec, entre autres, de nouvelles pages politiques et culturelles et de nouvelles chroniques, celle de Piem s'ajoutant à partir de cette semaine à celle de Max Gallo .

Il dépend de vous tous, amis lecteurs, que nous puissions faire beaucoup mieux encore. Le moment est venu. Nous comptons sur vous.

Lionel Jospin: "Pouvoir, Parti, syndicats, que chacun cultive son jardin"
(page 2)

SYNDICATS
Allegro ma non troppo !
(page 4)

François Mitterrand: "Si l'Occident n'est pas plus compréhensif, les peuples du tiers monde s'armeront en s'adressant à d'autres..."
(page 7)

GRECE
La soeur méditerranéenne et socialiste
(page 8)

Lech Walesa: "Votre socialisme me plaît bien"
(page 16)

Lionel Jospin: "Pouvoir, Parti, syndicats, que chacun cultive son jardin"

AVANT que s'ouvre le congrès de Valence, Lionel Jospin a fait pour « l'Unité » le point de la situation actuelle du Parti socialiste en rappelant le chemin parcouru depuis Metz et en évoquant la nécessaire adoptation du Parti à la nouvelle situation politique française et internationale. Pendant l'entretien, qui se déroule dans le bureau du Premier secrétaire, rue de Solférino, le téléphone ne sonnera qu'une fois : c'est Andreas Papandreou qui appelle lui-même pour remercier le P.S. français de la contribution qu'il a apportée au triomphe du Pasok. 10 mai 1981 à Paris, 18 octobre à Athènes : à l'ouest et au sud-est, le socialisme se lève sur l'Europe.

« L'UNITE » : Le congrès de Valence est le premier que tu abordes en qualité de Premier secrétaire. Comment établis-tu au moment où il s'ouvre le bulletin de santé du Parti ? Et comment mesures-tu le chemin parcouru depuis Metz ?

LIONEL JOSPIN : Je crois que le Parti est en bonne santé. Le corps du Parti s'est bien développé. Il est devenu un organisme robuste puisqu'il y a un flot d'adhésions qui nous met aujourd'hui très largement au-dessus des 200 000 adhérents. Est-ce que la tête s'est affaiblie parce que plusieurs de nos camarades (François Mitterrand, Pierre Mauroy, Pierre Bérégovoy, Michel Rocard, Jean-Pierre Chevènement, Laurent Fabius et bien d'autres) sont aux commandes de l'Etat ? Répondre non serait sous-estimer l'importance de ceux qui nous ont quittés, répondre oui serait discourtois vis-à-vis de ceux qui sont restés ou qui les ont remplacés au Bureau exécutif. Le congrès et le Comité directeur après le congrès permettront précisément de donner à la tête, c'est-à-dire à la direction du Parti, la force et le renouvellement qui lui sont nécessaires dans la période où nous venons d'entrer.

Je voudrais dire aussi, pour poursuivre l'analogie biologique, et ayant vu la quasi-totalité des secrétaires fédéraux ces dernières semaines, que le système nerveux du Parti avec ses relais départementaux est en très bon état et fonctionne bien. Il faudra seulement, dans les mois qui viennent, et en s'appuyant sur la légitimité issue du congrès, bien adapter cet organisme vivant à son nouvel environnement. Le bouleversement du paysage politique après le 10 mai a beaucoup bousculé nos points de repère et sans doute ne sommes-nous pas encore tout à fait adaptés à la nouvelle situation.

— Au sortir du congrès de Metz, le Parti n'était, en effet, pas prêt à aborder directement l'épreuve du pouvoir...

— Disons qu'au sortir du congrès de Metz, le Parti avait, malgré les déchirements, fait ce qu'il fallait pour se préparer à gagner les élections alors que tant d'observateurs croyaient fort peu qu'il était possible de les gagner. Que s'est-il produit depuis Metz ? Des pressions extrêmement puissantes se sont exercées sur nous. Des forces internationales liées aux grandes puissances, d'autres liées aux milieux d'argent, aux médias, au pouvoir en place, et même à l'intérieur de la gauche, ont cherché à ramener le Parti socialiste en arrière. Nous avons dit alors : il faut résister, tenir bon. Nous avons reculé mais nous n'avons pas cassé. Et cela nous a permis de repartir en avant avec une force accrue. C'est ce qu'on pourrait appeler « l'effet catapulte ». On nous a tirés en arrière, mais dans la mesure où nous n'avons pas rompu, nous nous sommes projetés après les présidentielles dans une victoire politique que personne n'imaginait aussi puissante. C'est cela le chemin parcouru depuis Metz. Quand on sait tenir face aux pressions, on a une chance de lutter contre la fatalité.

— Venons-en donc au congrès de Valence. Pour la première fois, il y a donc une seule motion soumise aux délégués. Est-ce que cela signifie que les courants de pensée ont disparu, et, sinon, comment peuvent-ils continuer à se manifester ?

— Il faut répondre honnêtement que les courants n'ont pas encore disparu. Et jusqu'au congrès cela n'a d'ailleurs rien d'anormal. C'est à partir d'eux que l'on a composé dimanche (à l'unanimité, je le précise, des 800 délégués, moins une voix contre et quatre abstentions) la liste des membres du Comité directeur que nous proposons au congrès. Cela sans qu'aucune remarque, aucune critique ne soit faite sur la procédure suivie. Une seule motion, cela signifie au moins qu'après le congrès, les courants anciens acceptent la possibilité de leur disparition. Puisqu'ils n'ont pas voulu s'exprimer séparément sur le plan politique, c'est qu'ils estimaient n'avoir rien à dire de spécifique par rapport au texte que nous proposions. En tant que Premier secrétaire, je suis à la fois confiant et point trop naïf. C'est dans la pratique que l'on constatera si les courants disparaissent ou non. Il est certain que les organisations de courants devraient se diluer. C'est à la vie politique elle-même qu'il faut laisser le soin de déterminer s'il y a encore ou non des débats entre nous. C'est la vie politique qui doit trancher et non pas les appareils de courants.

— Faute d'affrontements entre courants, on peut imaginer que le congrès consacrera une large partie de ses débats au problème dont chacun parle aujourd'hui et qui est celui des rapports entre le Parti, le groupe parlementaire et le gouvernement.

— Le problème existe mais il ne faut pas en faire le centre d'intérêt unique du congrès. Je voudrais éviter que celui-ci soit seulement un congrès de l'intériorisation, où les militants socialistes, qui ont une certaine propension à cela, s'interrogent et s'auscultent. Il faut le faire bien sûr. Mais je souhaiterais que ce soit aussi un congrès de l'extériorisation. Il faut parler des rapports entre gouvernement et Parti mais il faut aussi que le Parti se préoccupe de savoir comment il peut être une force de combat, comment il peut défendre la politique menée par le gouvernement, parce qu'elle est la nôtre. Donc, ne nous regardons pas simplement dans un miroir, ne nous bornons pas à un face à face, socialistes dans le Parti, socialistes dans le gouvernement. Pensons que les forces de droite, sur le plan politique comme sur le plan économique, n'ont pas disparu. Le débat sur les nationalisations nous le montre suffisamment. Le P.S. doit être un parti dans la société qui combat pour ses idées. Ce n'est pas simplement dans le tête-à-tête gouvernement-Parti que l'on résoudra ces problèmes.

Cela dit, je le répète, le problème existe et il faut en parler. Je crois que la pratique nous apprendra beaucoup car il s'agit d'une situation complètement nouvelle. Les rapports entre un président de la République socialiste, un gouvernement à direction socialiste, un groupe parlementaire socialiste disposant de la majorité absolue à lui tout seul et un Parti vivant se situent dans un contexte sans précédent pour les socialistes. Il me semble que chaque force, le président, le gouvernement, le Parti, le groupe parlementaire, a à jouer son rôle. Il faut éviter à la fois la fusion complète qui ne tiendrait pas compte de la réalité des pouvoirs institutionnels et la séparation trop rigide. C'est dans le dialogue constant, sous des formes parfois officielles, parfois officieuses que, progressivement, s'esquissera une pratique qui convienne à la fois aux institutions telles qu'elles sont et au



Le Comité directeur proposé au congrès

La conférence nationale de motion, réunie dimanche matin à Paris, a arrêté à l'unanimité moins une voix et quatre abstentions la liste des membres du Comité directeur qui sera proposée à l'approbation du Congrès de Valence.

Le Comité directeur passe de 131 membres à 132 afin de faire une place à un représentant des radicaux de gauche qui viennent d'adhérer au P.S. Ce sera en l'occurrence François Massot, l'un des deux députés (avec François Loncle) qui en compagnie de plusieurs élus locaux ont décidé de quitter le M.r.g.

Voici, répartis en fonction des courants de Metz, les membres titulaires et suppléants proposés au Congrès.

Membres titulaires

• COURANT A : 67

Colette Audry, Jean-Marc Ayrault, Jean-Paul Bachy, Marc Baldy, *Alain Barrau,* Guy Bèche, Pierre Bérégovoy, *Jean-Marcel Bichat,* Yannick Bodin, *Tony Briançon,* Alain Busnel, *Jacques Calmon, Jean-Baptiste Castilla,* Marcel Debarge, Gaston Defferre, Bertrand Delanoë, Gérard Delfau, Jacques Delors, Charles Depocrter, Jean-Pierre Destrade, Yves Durand, Claude Estier, Laurent Fabius, *Françoise Farre,* Georges Fillioud, Claude Germon, André Girard, Christian Goux, Charles Hernu, *Jacques Huntzinger, Jean-Louis Joseph,* Lionel Jospin, Pierre Joxe, *Claudine Labrunie,* André Laignel, Bastien Leccia, René Leucart, *Micheline Levchin, Martine Ligières, Paul Lussault,* Philippe Madrelle, Jean Matouk, Louis Mermaz, Louis Mexandeau, Christiane Mora, Marie-Thérèse Mutin, Véronique Neiertz, Arthur Notebart, *Ange Pantaloni, Jeanine Parent,* Michel Pezet, Jacques Piette, Bernard Pigamo, Jean Poperen, Jean Pronteau, Paul Quilès, Yvette Roudy, Siméon Salpetrier, Claude Saunier. Françoise Seligmann, Luc Soubré, *Bernard Thareau, Eugène Teisseire,* Yvonne Théobald-Paoli, Anne Tregouet, Jean-Pierre Vigneau et Claude Wilquin.

• COURANT B : 23

Guy Allouche, Jean-Michel Boucheron (Charente), *Nicole Bouyala,* Bernard Derosier, Marie-Josèphe Espeysse-Pontillon, Roger Fajardie, Françoise Gaspard, Alain Hautecœur, Jean Le Garrec, Guy Lengagne, *Philippe Lentschener,* Charles-Emile Loo, *Paul Loubet, Alain Neri,* Daniel Percheron, *Rodolphe Pesce, Christian Pierret,* Robert Pontillon, Frédéric Rosmini, Jean-Claude Routier, Gisèle Saint-Laurent, Michel Sainte-Marie et Lucien Weygand.

• COURANT C : 20

Alain Beneteau, Pierre Brana, Robert Chapuis, Jean-Pierre Cot, *José Escanez,* Michel de la Fournière, Daniel Frachon, Gérard Fuchs, Françoise Laurant, Louis Le Pensec, Marie-Noëlle Lieneman, *Gérard Lindeperg,* Jacques Moreau, *Fredo Moutet, Bernard Poignant, Alain Richard,* Michel Rocard, Michèle Sellier, Dominique Taddei, *Marie-Claude Vayssade.*

• COURANT E : 21

Jean-Marie Alexandre, Edwige Avice, *Christian Bataille,* Jean Besse, *Nicole Bricq,* Pierre Carassus, Michel Charzat, Annette Chépy-Léger, Jean-Pierre Chevènement, Michel Coffineau, Jacques Fournier, *André Garnier,* Pierre Guidoni, *Michel Jaurrey, Hélène Mignon,* Didier Motchane, Jean Nattier, Nicole Questiaux, Georges Sarre, *Jacques Schor-Sandeau* et Gérard Vincent.

Membres suppléants

• COURANT A : 22

Philippe Bassinet, Françoise Carle, *Yves Casail, Paul Corbier, Michel Debout, Marie-Jo Denys, Yvon Deschamps, Colette Dubernat,* Henri Emmanuelli, *Philippe Farine, Michel Françaix, Armand Giletat, Robert Gilly, Yves Lebas, Gérard Le Gall, Jean-Marie Leguen, Suzanne Martin, Patrick Menucci, Didier Migaud, Gilbert Mitterrand, René Souchon, Gisèle Stievenard.*

• COURANT B : 7

Marie Basset, Antoine Blanca, Martine Buron, Denise Cacheux, Jacques Mellick, Gilbert Pommier, *Charles Santoni.*

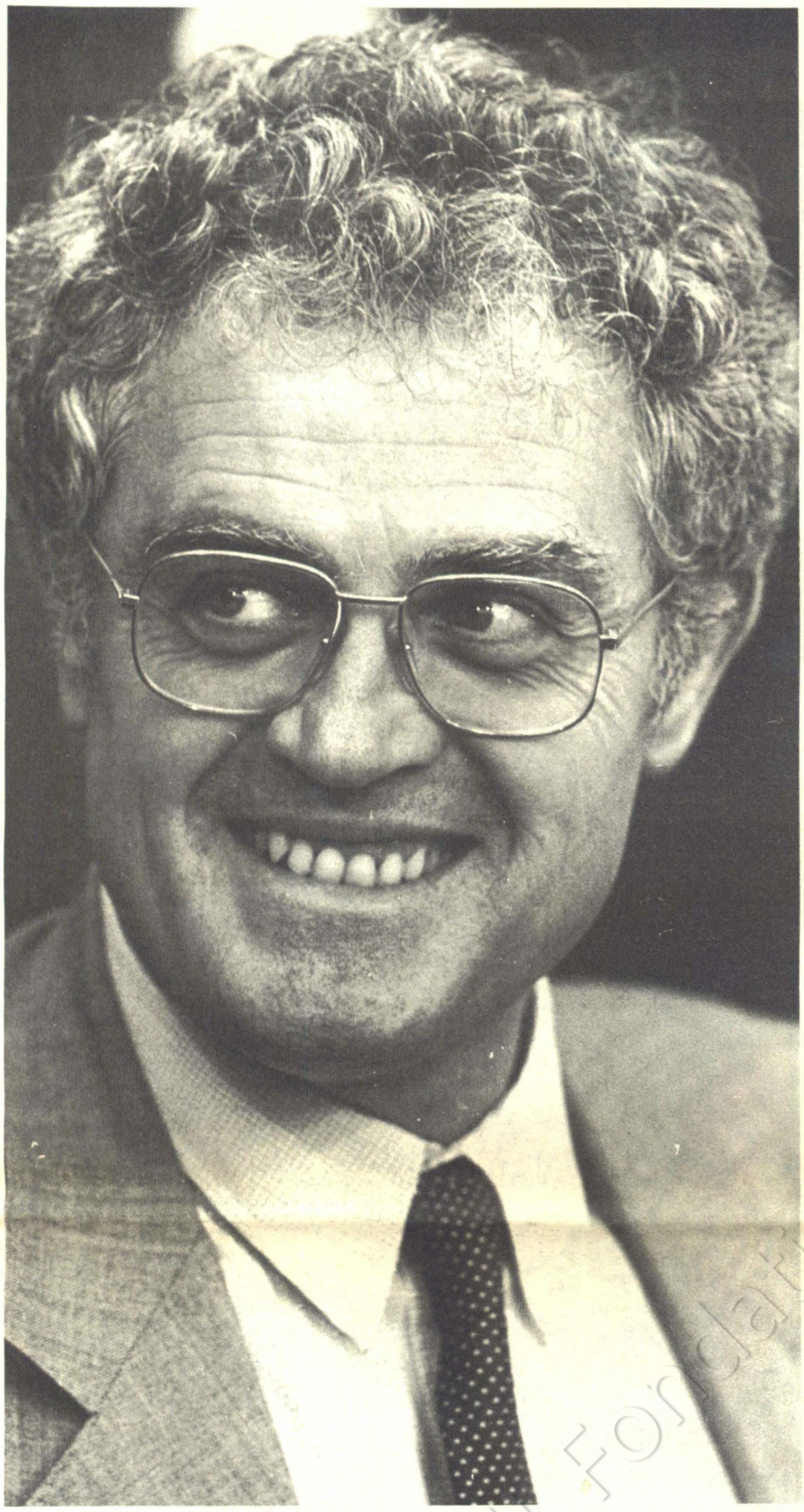
• COURANT C : 6

Monique Bachelier, André Daudet, *Gérard Denecker,* Marcel Jollivet, Alain Vannaire, *Jean-Pierre Weben.*

• COURANT E : 7

Jean-Marie Baeumler, Jean-Claude Blanc, Thierry Bondoux, Jacqueline Durando, *François Joly, Christian Proust* et *Michel Vignal.*

Les noms des nouveaux membres titulaires ou suppléants, par rapport au comité directeur du congrès de Metz, sont imprimés en italique.



Sygma

Evolution de l'électorat socialiste

PAR ANTOINE VIOLET

DU congrès de Metz, en avril 1979, à celui de Valence, la situation du Parti socialiste s'est sensiblement modifiée. Pendant la même période, son électorat s'est non seulement considérablement accru (de 22,6 % en mars 1978 à 37, 8 % en juin dernier) mais a beaucoup évolué dans sa composition. Des nombreuses études qui ont été faites, notamment par l'Ifop, à partir d'une comparaison entre les élections législatives de 1978 et celles de 1981, apparaissent un certain nombre de traits dominants qui peuvent se résumer ainsi :

1) UN RAJEUNISSEMENT IMPORTANT DE L'ELECTORAT SOCIALISTE. En 1978, 39 % de cet électorat était âgé de 18 à 34 ans, 26 % de 35 à 49 ans. En juin 1981, ces deux tranches sont passées respectivement à 40 % et 28 %. Dans le même temps, la tranche de 50 à 64 ans a diminué de 20 à 18 % et celle au-dessus de 65 ans de 15 à 14 %. Autrement dit, 68 % des électeurs socialistes ont aujourd'hui moins de 50 ans. A titre de comparaison, ce n'est le cas que de 52 % des électeurs du R.p.r., 50 % de ceux de l'U.d.f. Pour les moins de 35 ans, le P.s. l'emporte de peu sur le Parti communiste mais de façon écrasante sur les deux partis de l'ancienne majorité, en particulier l'U.d.f. dont la moitié des électeurs sont âgés de 50 ans, plus du quart se situant au-dessus de 65 ans.

2) UNE PROGRESSION NETTE CHEZ LES OUVRIERS qui était d'ailleurs continue depuis 1967. De 1978 à 1981, la porportion des ouvriers dans l'électorat socialiste est, en effet, passée de 31 à 41 % alors qu'elle est restée sensiblement inférieure à 20 % au R.p.r. comme à l'U.d.f. L'électorat du P.c.f. compte, lui, 54 % d'ouvriers mais le fait nouveau est qu'en chiffres absolus les ouvriers ont été, en juin 1981, sensiblement plus nombreux à voter pour le P.s. que pour le P.c.f. Cette forte progression dans la classe ouvrière constitue la cause principale de l'avancée socialiste en juin dernier.

3) UN RECUL CHEZ LES AGRICULTEURS qui tenaient déjà une part faible dans l'électorat socialiste. Cette part était de 8 % en 1978. Elle est tombée à 4 % seulement en 1981 alors qu'elle remontait de 2 à 5 % pour le P.c.f. et qu'elle demeurait supérieure à 10 % pour les deux partis de droite. Même si les électeurs ruraux sont en constante diminution, le fait que le P.s. soit le moins bien placé des quatre grands partis auprès d'eux est un sujet de préoccupation.

4) UN ELECTORAT ASSEZ BIEN EQUILIBRE DU POINT DE VUE SOCIO-PROFESSIONNEL. Mis à part cette relative faiblesse en milieu agricole, la composition de l'électorat socialiste s'est, en effet, rapprochée de celle de la population française dans son ensemble avec 11 % de cadres supérieurs, professions libérales, patrons, industriels, commerçants, 21 % d'employés et cadres moyens, 41 % d'ouvriers et 23 % de retraités et inactifs. A titre de comparaison, la proportion des inactifs atteint 33 % parmi les électeurs du R.P.r., 34 % chez ceux de l'U.d.f.

5) UNE REPARTITION DESORMAIS EGALE ENTRE L'ELECTORAT MASCULIN ET FEMININ. C'est là l'un des faits les plus nouveaux et les plus importants. Jusqu'à une période récente, les hommes l'emportaient, en effet, nettement sur les femmes dans l'électorat socialiste. Ils étaient encore 52 % contre 48 % en mars 1978. En juin dernier, la proportion était de 50-50. (Les femmes constituent 57 % de l'électorat R.p.r., 56 % de celui de l'U.d.f. alors que les hommes l'emportent nettement — 59 % — au P.c.f.)

A ces principales caractéristiques de l'évolution de l'électorat socialiste, il conviendrait d'ajouter des données géographiques. Le Parti socialiste consolide, certes, ses points forts traditionnels comme ceux — telle la région Rhône-Alpes — où il s'est développé à partir des années 1965/1970. Mais il est désormais implanté nationalement de manière beaucoup plus équilibrée. Il n'y a plus que cinq départements (1) qui ne comptent pas de député socialiste ou radical de gauche. A la progression dans l'Ouest, sensible depuis plusieurs années, a répondu en 1981 une progression dans l'Est avec plusieurs élus en Alsace et en Lorraine. Un autre fait marquant a été le renforcement relativement récent mais spectaculaire à Paris où le P.s. dépasse désormais largement le P.c.f. et détient treize circonscriptions sur trente et une.

Le Parti socialiste d'aujourd'hui a donc bien atteint les objectifs qu'il s'était fixés lors du congrès d'Epinay il y a dix ans c'est-à-dire conquérir le pouvoir en réunissant en son sein et autour de lui l'ensemble des forces populaires. C'est à partir de l'accroissement et de l'évolution sociologique de son électorat qu'il est devenu le parti du gouvernement qu'il est aujourd'hui et qu'il entend bien demeurer longtemps.

(1) Haute-Loire, Lozère, Maine-et-Loire, Mayenne et Haute-Savoie.

Parti socialiste avec ses traditions et habitudes.

— Il y a eu la semaine dernière ce qu'on a appelé le « coup de colère » d'Edmond Maire qui a reproché au gouvernement de « s'asseoir sur ses engagements électoraux ». Penses-tu comme Pierre Mauroy que Maire « marche plus vite que la musique » et, plus généralement, quel est ton sentiment sur le rythme du changement ?

— Edmond Maire est un homme libre et son droit à l'expression critique du gouvernement est entier. C'est aussi, par tradition, le syndicaliste français qui est le plus passionné de politique. C'est également son droit. Moi, je ne crois pas qu'il y ait ceux qui sont « assis » et ceux qui « marchent », mais plutôt qu'il y a des fonctions différentes qui sont celles du politique et celles du syndicalisme et que c'est là que se situe le problème. Dans la nouvelle situation, si on ne veut pas que le gouvernement soit sans partenaire, il y a un champ d'action extrêmement vaste pour l'action syndicale. Je parle de l'action syndicale classique et pas des proclamations idéologiques. Ce champ mérite d'être défriché et je dirai comme le « Candide » de Voltaire qu'il faut que chacun cultive son jardin. Le rythme du changement engagé par le gouvernement me paraît en gros convenir. Il faut bien voir, et je le découvre moi-même en tant que nouveau député, que la mécanique parlementaire est une espèce de défilé étroit par lequel on doit faire passer le courant puissant de nos réformes. Et à partir du moment où l'on veut agir simultanément dans l'ordre économique, social, international mais aussi culturel, ou dans celui des libertés, cela implique que l'on fasse des choix dans notre programme et que l'on établisse un calendrier. On ne peut pas tout faire en même temps car les Français seraient face à une sorte d'avalanche et d'autre part le mécanisme parlementaire ne pourrait pas moudre tout le grain des réformes. Le rythme me paraît donc satisfaisant pour le moment, compte tenu de ce que sont les contraintes de la crise économique, l'héritage du passé et la difficulté de mener une politique d'expansion alors que beaucoup de nos partenaires internationaux sont encore accrochés à des politiques de déflation qui ont pourtant montré leur inefficacité.

— Venons-en précisément aux problèmes de politique internationale. L'un des leitmotiv de la droite avant les élections avait été d'affirmer que la victoire de François Mitterrand se traduirait par l'isolement de la France dans le monde. Or, voici que dans la même semaine la « Pravda » fait l'éloge du président français et que celui-ci rencontre le président Reagan dans une atmosphère particulièrement cordiale...

— Il est évident que ce que disait la droite avant le 10 mai était pur argument de propagande. Il y a deux raisons pour que les choses soient bien différentes, c'est-à-dire pour que la voix de la France ne se soit pas éteinte mais au contraire soit entendue avec plus de force qu'avant. La première est que la France est un pays important. Certes, démographiquement, économiquement, ce n'est plus une des toutes premières puissances mondiales mais elle reste un pays important, stratégiquement placé, avec une tradition de présence internationale, des valeurs auxquelles on se

(suite en page 4)



A.f.p.

Lionel Jospin le jour où il fut élu Premier secrétaire, à Créteil.



Pascal Lebrun

Après son élection dans le XVIIIe arrondissement de Paris, le 21 juin dernier.

→

réfère. La France ne pouvait pas disparaître. La deuxième raison est que le nouveau président de la République française est peut-être l'un des hommes qui, dans la dernière période, a le plus réfléchi aux problèmes des relations internationales. Moi qui ai été pendant plusieurs années secrétaire du Parti aux Relations internationales, qui ai travaillé avec lui, qui l'ai accompagné dans de nombreux voyages à travers le monde, je peux en témoigner. C'est un homme qui a une conception novatrice des relations internationales, du rôle de la France : elle s'appuie sur l'idée qu'il faut restaurer dans la société internationale un système de valeurs, pas seulement de valeurs humanistes mais aussi des normes pour les relations commerciales, monétaires, pour les problèmes stratégiques, car seul un système de valeurs et de règles acceptées peut déboucher sur un ordre international lui-même à peu près solide. Et d'autre part, c'est un homme intuitif, assez proche des réalités concrètes pour avoir le sens du possible. Il a donc non seulement la capacité de définir une politique internationale mais aussi le sens de l'opportunité pour faire passer cette politique dans un monde contradictoire. Et l'habileté avec laquelle il joue, au bon sens du terme, des relations avec les Etats-Unis en s'appuyant sur la force américaine là où il y a des risques mais en disant en même temps aux Etats-Unis ce qu'il faut leur dire quand ils se trompent ou s'égarent, comme, par exemple, en Amérique latine ou en Afrique australe, tout cela démontre une grande capacité de faire passer une politique dans la vie.

— ***C'est donc ainsi que la France fait de nouveau entendre sa voix, par exemple, en Amérique centrale ou au Proche-Orient.***

— Oui, cette voix est entendue. Mais il faut que le verbe devienne chair, c'est-à-dire qu'à partir de ces positions, on arrive, sur un certain nombre de dossiers, à aider à dégager des solutions concrètes. Cela prendra forcément du temps.

— ***Revenons au congrès de Valence. Ce sera aussi un grand rassemblement international à en juger par le nombre et la qualité des délégations étrangères annoncées.***

— On mesure mal à quel point la victoire de François Mitterrand, le triomphe socialiste ont représenté un choc sur la scène internationale et ont fait de notre pays un prodigieux centre d'intérêt pour les différentes forces qui existent dans le monde, qu'elles soient conservatrices, qu'elles appartiennent au mouvement communiste ou qu'elles soient progressistes ou plus précisément encore socialistes. On le verra à la qualité et au nombre des personnalités présentes à Valence. Ce sera une bonne chose pour les militants socialistes de voir que, pour les autres, ce qui se passe en France est décisif.

— ***On peut même imaginer qu'un congrès du Parti socialiste français est un des rares lieux où peuvent se rencontrer des gens qui ne se rencontrent jamais ailleurs.***

— C'est vrai. J'ai fréquenté de nombreux congrès internationaux et j'ai toujours remarqué qu'il y avait deux réalités : la vie intérieure du parti ou du pays concerné et, d'autre part, toute la vie des couloirs où de nombreuses délégations se rencontrent. D'une certaine façon, le congrès de Valence sera une petite conférence internationale informelle et on y verra à la fois les Marocains et les représentants du Polisario, des Tunisiens de différentes obédiences, des Palestiniens et des Israéliens, des représentants des pays de l'Est et de la social-démocratie, des Soviétiques et des Chinois, des Africains « modérés » et d'autres qu'on appelle « révolutionnaires », etc. Autrement dit, le faisceau le plus large que l'on puisse imaginer. Et ceux qui voudront se parler pourront toujours le faire.

— ***Une dernière question au plan international. Le grand événement de cette semaine est le triomphe du Pasok en Grèce. On a dit que la victoire d'Andreas Papandreou c'est un peu « l'effet Mitterrand » à Athènes...***

— Non, la victoire de Papandreou c'est l'effet Pasok. J'ai eu la chance de passer cet été quelques semaines de vacances en Grèce après avoir participé à Rhodes à la Conférence des Partis socialistes de l'Europe du Sud. J'ai vu tous les membres de la direction du Pasok, j'ai discuté avec tous, participé à des meetings. Et l'on voyait réellement se dessiner en direction du Pasok un mouvement puissant qui obéit à une logique grecque, à un besoin propre de changement. C'est donc bien l'effet Pasok, l'effet Papandreou, l'effet socialisme grec. Mais il est vrai aussi que nos camarades grecs se sont appuyés sur l'exemple de la France. Ils ont dit : vous voyez qu'il n'y a pas de fatalité du conservatisme ou du recul du socialisme devant la crise, thème qui avait beaucoup été utilisé par la droite en Grèce et ailleurs. Dans ce sens, les socialistes grecs se sont un peu adossés à notre succès mais le mouvement qui les a conduits à la victoire leur appartient. Je me réjouis en tout cas qu'à l'ouest et au sud-est de l'Europe deux forces socialistes se lèvent et j'espère que cela sera contagieux pour toute l'Europe du Sud. ●

SYNDICATS

Allegro ma non troppo !

La métaphore musicale ayant beaucoup sévi pour qualifier les relations gouvernement - syndicats, nous donnons à notre tour une indication de tempo ...

PAR MICHELE KESPI

CE mardi 20 octobre, après l'éclat du secrétaire général de la C.f.d.t., Pierre Mauroy et Edmond Maire se sont expliqués au cours d'un déjeuner. « Une bonne et franche explication », déclarait Edmond Maire à la sortie de Matignon. Le soir, Pierre Mauroy, sur Antenne 2, dédramatisait l'ambiance : « La gauche est une grande famille. Si, de temps en temps, vous pouvez entendre des phrases, c'est peu de choses. Je ne parle pas de querelle. C'est peu de chose à côté de la cohésion d'ensemble. »

Il n'empêche que « l'affaire » n'est pas réglée pour autant : chacun reste sur ses positions. La C.f.d.t. persiste dans une attitude critique, définie lors de son dernier bureau national des 7 et 8 octobre, et rendue publique vigoureusement — un peu trop vigoureusement même aux dires de certains de ses amis — par Edmond Maire, le mercredi 14 octobre. Lors de l'émission « Face au public », sur France-Inter, le secrétaire général de la C.f.d.t. pousse, selon ses propres termes, « un cri de colère ». « La C.f.d.t., déclare-t-il, a, avec le gouvernement, des points de désaccord qui commencent à devenir sérieux... La meilleure façon d'aider au changement est de dire sur quoi nous ne sommes pas d'accord. « Trois points principaux : les droits des travailleurs, « laissés de côté », les nationalisations qui, « d'après la première loi, vont être étatiques », et l'énergie. « Attention, conclut-il, cela commence à aller mal. »

« Avec nous dans le cortège »

Le lendemain, Pierre Mauroy répond à ces accusations qu'il traite, avec un haussement d'épaules, de « péripétie », après avoir déclaré : « Edmond Maire était avec nous dans le cortège du 10 mai. Il était en tête avec la musique. Aujourd'hui, il veut marcher plus vite que la musique. » Un « dialogue » musical s'ouvre alors. Le vendredi 16, Maire évoque à T.f.1 l'impossibilité pour sa centrale « de mettre son



PLAN

De la promesse à la volonté

PAR GUY PERRIMOND

DANS la culture — ou le langage — socialiste il est des expressions symboles qui ont reçu droit de cité. Le « plan démocratique » a patiemment acquis ce droit, résumant une volonté commune où l'on trouvait le « faire » — plan — et le « comment faire » — démocratique. Le plan c'était l'avenir décodé, les objectifs d'une société reconnue, affirmée. Et le « démocratique » c'était le moyen d'arriver au compromis social, de rendre chacun d'entre nous « décideur de son avenir ». Le « plan » c'était les grands choix, le « démocratique » les moyens de parvenir à ces choix.

L'Histoire ne manque pas d'humour. Le premier plan élaboré par des socialistes... n'est pas démocratique. Et ce n'est que la moitié d'un plan. « Intérimaire », il n'est valable que pour les deux ans à venir (1982-1983). Il décrit les priorités, les objectifs du gouvernement, et, tout d'abord, de tendre vers le plein emploi. Les conditions de son élaboration en ont fait un plan de « gouvernement », préparé par les services de Michel Rocard. L'idéal longtemps caressé aurait voulu que les partenaires sociaux discutent, élaborent, puis qu'en bout de course le pouvoir « central » prenne en charge, fasse coïncider volonté commune et programme de gouvernement. L'urgence ne l'a pas permis. Certes, il y a eu des discussions, un consensus minimal, et cette fois-ci les réserves ne sont venues ni de la C.f.d.t. ni de la C.g.t.

Pourtant ce plan intérimaire résume les espoirs d'une grande majorité de Français. Car au centre de l'avenir proposé, une question majeure : l'emploi. D'abord freiner puis inverser la tendance, puis, effort après effort, réduire le chômage. Pour ce faire proposer des choix, impulser en tenant compte, exercice difficile, des décisions à prendre, des compromis non réalisés.

Elaborer un plan nécessite, c'est évident, une volonté politique. Mais aussi une connaissance précise, une information détaillée de l'ensemble des secteurs économiques de la Nation. Et là on retrouve « l'héritage ». Les gouvernements précédents avaient suffisamment montré leur désintérêt concret pour « l'impératif industriel » pour que personne ne soit surpris de la pauvreté de l'appareil statistique français. Trop de choses manquent en ce domaine — état des firmes, des technologies, de la concurrence, des projets — pour qu'une définition fine d'une stratégie industrielle puisse, déjà, être élaborée. Rédigé dans de telles conditions, ce plan intérimaire aurait pu n'être qu'un exercice de style. Ce n'est pas le cas. Il propose déjà, par exemple, le panorama des principales actions du gouvernement vis-à-vis du secteur industriel, partant d'une idée qu'Hubert Prévot, le commissaire, résume simplement : « Il n'y a pas d'entreprise condamnée, il n'y a que des technologies périmées. » Ce qui résume la volonté du gouvernement de ne pas réduire son activité à quelques créneaux, mais, en jouant sur tous les claviers à la fois, de préparer l'avenir.

Personne ne s'étonnera de ne trouver que très peu d'objectifs chiffrés dans ce plan intérimaire. Sa brève durée l'explique : deux budgets seulement dont le premier élaboré en même temps que le plan. Pourtant sur le logement, l'énergie, la recherche, sur l'emploi, les chiffres apparaissent. Non pas comme une promesse, mais comme la réaffirmation d'une volonté.

Mettant en forme, pour deux années seulement, les moyens qu'a le gouvernement de réaliser son programme, ce plan a des qualités « radicales » : il fait la liaison entre l'économie, le social et le politique, réaffirme — concrètement — que le gouvernement fera une réalité de l'impératif industriel et définit une stratégie sur les problèmes de l'emploi. Enfin il aborde les problèmes de structure : rôle des firmes nationalisées par exemple. Ce qui est déjà une « preuve » du changement. Et il vient à point. Car il est difficile, en économie, de réduire une volonté en un symbole simple. Il était difficile de le faire pour un « plan intérimaire », affirme le commissaire au Plan. Pourtant, tel qu'il est il a un avantage immense : il comprime la chronologie. Depuis plusieurs mois, gouvernement et Assemblée, mesures après projets de lois, dotent le pays des moyens d'une autre politique. Mais, pour le public, le « morcellement » des questions peut rendre difficile la mise en perspective. Et ce plan, sans toujours le dire, permet de donner à l'ensemble des mesures prises une cohérence.

Au commissariat au Plan, on a fini un « travail ». Et déjà on rêve au «vrai plan », celui qui pourra être « démocratique », élaboré après un grand débat national, en disposant des moyens de connaître, au détail près, la réalité.

action sous la baguette d'un chef d'orchestre, fut-il un bon Premier ministre », et évoque « la cacophonie » qui a répondu à ses propos.

Du côté syndical, l'attaque d'Edmond Maire n'a pas soulevé un concert de louanges. Georges Séguy, invité de T.f.1 au journal de 13 heures, le 15 octobre, juge son discours « incohérent et insolite... La voix du leader de la C.f.d.t. vient s'ajouter à toutes les imprécations de la droite ». André Bergeron, le même jour, à Brest, ne se déclare pas surpris : Maire, dit-il, « nous a habitués à des changements d'orientation de cette sorte et des sauts d'une extrémité à l'autre ». Il précise : « Nous ne glisserons pas de peaux de bananes sous les pieds de Mitterrand et de Mauroy. »

Du côté gouvernemental, Jacques Delors ironise gentiment : « Ce qui fait le charme d'Edmond Maire, c'est sa spontanéité... » Pierre Mauroy « constate que les désaccords exprimés par Edmond Maire peuvent se ramener à deux points : le rythme et les priorités choisis par le gouvernement pour conduire le changement : la politique énergétique. Sur ce second point, la divergence entre la C.f.d.t. et nous n'est pas nouvelle »... Sur le premier point, poursuit le Premier ministre, « je comprends mal les critiques d'Edmond Maire. Il nous reproche de ne pas avoir commencé par un élargissement des droits des travailleurs... Lorsque l'appareil de production sera de nouveau en activité, nous pourrons remettre la France toute entière au travail, donc faire reculer le chômage et engager un vaste effort de démocratisation au sein des entreprises ». Même démarche en ce qui concerne les nationalisations : on les réalise d'abord, on fait ensuite progresser les droits des travailleurs.

« Edmond vient de gagner le prochain congrès ! »

La C.f.d.t., qui juge ces derniers insuffisamment pris en compte, condamne en fait la démarche. Les réactions successives, en trois temps, depuis la publication du rapport Auroux, montre que, tenant compte des pressions de sa base, la C.f.d.t. a progressivement durci ses positions. Dans un premier temps, le rapport a été jugé positif, quoique trop discret sur les petites et moyennes entreprises. Dans un deuxième temps, après avoir réuni ses instances dirigeantes, la C.f.d.t. a interpellé le gouvernement, lui réclamant des engagements rapides. Dans une conférence de presse, le lundi 19 octobre, Georges Bégot, secrétaire national, va encore plus loin : certes, un certain nombre de points du rapport sont positifs, mais « il est urgent que le changement passe la porte des entreprises, la C.f.d.t. ne saurait supporter qu'il soit différé ». Parce que des militants cédétistes trouvent, dans des entreprises, que le changement ne va pas assez vite, fallait-il pour autant se livrer à une telle attaque au risque de savonner la planche ? Et surtout, s'il est plus que normal, et souhaitable, qu'un syndicaliste mette en garde, exprime son désaccord — qui voudrait de syndicats inféodés ? —, fallait-il le faire avec une telle violence, un tel alarmisme ?

Interrogé à ce sujet, Edmond Maire répond à « l'Unité » : « La pire des choses, pour savonner la planche, serait de laisser se creuser le décalage entre l'attente des travailleurs et ce qui se passe réellement dans le pays. Mes réactions ne constituent pas une décision de s'opposer globalement à la politique gouvernementale. Mais je suis convaincu que si les choses continuent ainsi, c'est-à-dire comme avant, il y aura une grande déception dans le secteur privé. Notre problème est donc que le gouvernement ne se mette pas lui-même en difficulté. Nous souhaitons une rectification de l'échéancier des décisions attendues. Et si, en le disant, nous provoquons un conflit entre nous et le gouvernement, nous pensons que c'est positif, y compris pour le gouvernement. »

Un conseiller du Premier ministre ne se déclare guère étonné par cette démarche : « La C.f.d.t. a toujours pensé que le débat public, même violent, était enrichissant. Mais là, il faut tout de même que la C.f.d.t. ait de gros problèmes internes pour chercher à se dédouaner ainsi sur la place publique. » Il est certain que la seconde centrale syndicale française a voulu aussi rappeler son indépendance, à laquelle ses militants ont toujours été extrêmement attachés. Un responsable va d'ailleurs plus loin en confiant : « Edmond vient de gagner le prochain congrès », qui doit avoir lieu au printemps.

Si la C.g.t. ne critique pas, pour l'instant, le gouvernement, la préparation de son 41e congrès, qui se tiendra à Lille en juin (prévu six mois plus tôt, il a été reculé après celui du P.c.f.) lui donne bien du souci. La contestation qui secoue la C.g.t. depuis deux ans ne peut plus être imputable aux socialistes de l'organisation, ou aux apolitiques. Un an après que deux de ceux-ci, Jacqueline Lambert et René Buhl, signataires de la pétition « Union dans les luttes », aient démissionné du Bureau Confédéral, deux autres départs viennent d'être enregistrés le mercredi 14 octobre. Cette fois-ci, il s'agit de deux membres du Parti communiste, Christiane Gilles, 53 ans, ancienne employée de banque, directrice d'« Antoinette », et Jean-Louis Moynot, ingénieur, l'économiste de la centrale. Le Bureau confédéral où siègent seize personnes (huit communistes et huit non communistes) a ainsi perdu, en un an, un quart de ses effectifs !

Les divergences ont éclaté au dernier Comité confédéral national, sorte de parlement de la C.g.t., les 6, 7 et 8 octobre derniers. C'est lors de cette réunion aussi que le départ de Georges Séguy, en raison de son âge, 55 ans, « qui ouvre habituellement le droit à la retraite des cheminots, sa profession d'origine », a été rendu officiel. Ainsi que son remplacement par Henri Krasucki pour qui l'on ne juge pas utile l'âge de la retraite, bien qu'il compte trois printemps de plus que son prédécesseur !

Au cours de ce C.c.n., les participants apprennent que les commissions chargées de l'organisation du congrès sont déjà constituées. N'y figure aucune personnalité exprimant, selon le terme consacré, « les diverses sensibilités ». Ni le socialiste Pierre Feuilly. Ni les pétitionnaires d'« Union dans les luttes », René Buhl, Jacqueline Lambert. Ni certains communistes déjà suspects de mauvais esprit — pour s'être élevé contre l'invasion soviétique en Afghanistan, par exemple — comme Christiane Gilles ou Jean-Louis Moynot. Seul le socialiste Pierre Carassus est inscrit pour siéger à la commission chargée de préparer le texte d'orientation du congrès : il refuse, estimant qu'il y aurait fait figure d'otage. Devant le C.c.n., Moynot parle de « retour en arrière ». Une semaine plus tard, avec Christiane Gilles, il démissionne du Bureau



confédéral. Ils expliquent pourquoi dans une déclaration publique: « Le Comité confédéral national s'est refusé à faire la critique des trois dernières années d'activité syndicale de la C.g.t. » Ils ont cru, avec tant d'autres, après le 40e congrès de Grenoble, le fameux congrès de « l'ouverture », à « une volonté d'unité plus profonde, un élargissement de la démocratie dans le syndicat et dans les luttes, une plus grande autonomie du mouvement syndical. En fait, la C.g.t. s'est éloignée de cette orientation »... Le texte ne le dit pas aussi explicitement, mais ce qui est en cause, quand on évoque l'autonomie du mouvement syndical, c'est la reprise en main totale de la C.g.t. par le P.c.f.

Georges Séguy, jusqu'au bout, a soutenu publiquement la ligne actuelle, lui qui avait porté à bout de bras le congrès de Grenoble. Il a enregistré la décision des démissionnaires en l'estimant normale : elle « survient, a-t-il dit, sur la base de divergences de longue date exprimées par eux, et, de ce point de vue, elle exprime une certaine logique »... Une divergence doit-elle entraîner une démission ? Ou Georges Séguy a-t-il voulu donner un dernier coup de patte à Henri Krasucki qui ne cessait de répéter, avant le 10 mai et après, que « tout allait bien » ? Car, avec Krasucki qui s'était battu comme un forcené contre l'ouverture, et contre Séguy, à Grenoble, il y a peu de chance que les contestataires puissent désormais se faire entendre dans la C.g.t. Georges Séguy, mis en préretraite, a aussi, ce jour-là, laissé, au détour d'une phrase, son testament : « Je souhaite que l'esprit d'ouverture manifesté il y a trois ans, soit prolongé et amplifié... » Henri, entends-tu...

Les tensions internes qui agitent une C.g.t. bienveillante vis-à-vis du Pouvoir ne posent-elles finalement pas plus de questions sur l'avenir que les soubresauts externes d'une C.f.d.t. se prémunissant contre tout risque de devenir une courroie de transmission ? ●

ECONOMIE

La French Connection

Christian Goux, président de la commission des Finances à l'Assemblée nationale, détaille les atouts dont dispose la France pour une relance économique... et ses freins

PAR CHRISTIAN GOUX

L'OBJECTIF de la politique économique du gouvernement est connu : tout faire pour réduire le chômage. Ce qui passe par une relance de l'économie. Pour atteindre son but le gouvernement a proposé à l'Assemblée nationale une série de projets de loi, a pris une série de mesures que l'on peut classer sous deux grandes rubriques. D'une part, ce que l'on peut qualifier de conjoncturel, par exemple les décisions induites par la loi de finances pour 1982 ou celles inscrites dans le Collectif budgétaire de juillet.

D'autre part, les mesures structurelles, telles les lois sur la décentralisation, les nationalisations. Ces mesures, contrairement à une idée fort répandue, auront un effet dès 1982, en particulier les nationalisations.

Mais il ne peut y avoir de relance que si la lutte contre l'inflation devient, enfin, réelle. Cela ne va pas sans un certain changement de mentalités. Depuis des décennies on explique aux Français que s'il y a surchauffe — c'est-à-dire une croissance plus forte que dans la période précédente — il y aura, fatalement, hausse des prix. L'explication pouvait paraître « lumineuse » : relance égale consommation accrue, donc fabrication supplémentaire. Mais la fabrication ne peut pas suivre, c'est bien connu. Donc les prix dérapent. Voyant cela, les consommateurs anticipent leurs achats poussant un peu plus les prix vers le haut. Jusqu'au moment où la demande sera satisfaite et où le retournement du cycle aura lieu.

De ce mécanisme, fondé sur les prétendues lois sur l'offre et la demande, on a érigé en théorie ce qui n'est même pas une constatation. La « théorie » ? L'expansion — donc la croissance — est à tendance inflationniste. La constatation ? Durant ces vingt dernières années, en France, la croissance a été le plus souvent déconnectée de l'inflation. Bien sûr ce mécanisme existe, mais il n'a pas l'importance qu'on veut bien lui donner.

La politique économique de Reagan a déjà échoué

Regardons les choses en face. L'économie actuelle est une économie de sous-emploi. Des hommes et des machines. Il est donc possible de relancer la machine sans rencontrer de freinage du côté de la production. Si ce n'est dans des secteurs précis. C'est pour cela qu'il n'est pas possible d'envisager un taux de croissance de l'ordre de 5 à 6 % car l'appareil de production ne pourrait pas suivre. Sans même parler de l'impact à court terme sur le commerce extérieur. Mais au taux choisi — plus de 3 % — il est nécessaire si l'on veut que la relance ait un effet en volume — c'est-à-dire en emplois — que les prix soient maintenus. Ce qui est possible. D'autant que l'on sait, d'expérience, que l'inflation n'est pas due aux salaires. On l'a bien vu ces dernières années où le pouvoir d'achat stagnait alors que l'inflation flambait. Il est donc évident que si, cette année, on ne peut que commencer à s'attaquer aux racines de l'inflation, il faut faire un effort tout particulier pour limiter la hausse des prix. Et réussir.

Nous allons nous trouver en 1982 dans une situation tout à fait particulière. Depuis dix-huit mois, la décroissance de l'économie française a été forte. Très forte. Il est normal qu'une sorte de reprise technique — pour reconstituer les stocks par exemple — ait lieu. Si cette reprise n'est pas la relance, elle donne une base aux efforts entrepris. Le « frémissement » dont on parle ici et là n'est rien d'autre qu'une modulation de la tentance antérieure, mais une modulation qui bien utilisée peut se transformer en atout. D'autant que la conjoncture internationale ne devrait pas peser trop lourd sur nous. Certes la politique économique de Ronald Reagan a déjà échoué et le deuxième semestre sera difficile aux Etats-Unis. Ce qui viendra ralentir la croissance des économies occidentales et aura un certain poids sur la France.

Mais profitant d'un semestre de répit, la machine française peut être effectivement relancée et par sa vitesse acquise surmonter les difficultés induites par les économies étrangères.

Voilà pour les atouts. Il faut voir maintenant quels pourraient être les freins. Ma véritable inquiétude c'est que les décisions prises ne soient mises en application qu'avec un long retard. C'est sur ce délai que tout va se jouer. Il faut que le gouvernement arrive à injecter rapidement dans l'économie les sommes correspondant aux décisions prises.

Si, le 10 mai, la gauche a conquis le pouvoir politique, le pouvoir économique lui est toujours compté et les lenteurs, les résistances au changement sont réelles. Mon inquiétude peut se résumer facilement : que l'on joue les prolongations sur chacune des décisions prises. Ce qui signifie que nos ministres auront un peu plus de travail : ils devront veiller à ce que les crédits votés pour leur ministère soient dépensés le plus vite possible.

Les nationalisations rompront l'attentisme actuel

Certes, les réformes de structures — les nationalisations par exemple — vont — jouer un rôle positif en ce domaine. Et c'est, entre autres pour cela, qu'il fallait aller vite. Car la « force de frappe économique » dont a parlé François Mitterrand, va avoir un effet d'entraînement sur notre économie dès le début de l'année 1982. Les groupes nationalisés vont avoir un double objectif : se restructurer et accompagner la croissance. Et il suffira que leurs directions jouent le jeu : au niveau des firmes les conséquences d'une décision peuvent être quasi immédiates.

Or les dirigeants des groupes pourront anticiper : la lecture du budget, du plan intérimaire leur permettra de préparer leurs entreprises aux coups de fouet prévus. Les nationalisations rompront l'attentisme actuel d'une bonne partie des entreprises.

Evoquant le « coup de fouet » cela m'amène à parler enfin du budget. Il prouve que, dans de nombreux domaines, la politique de la France a vraiment changé. Il suffit pour cela de regarder la structure des dépenses, leur croissance globale et les points forts. Mais le fonctionnement de l'Etat a de l'inertie : on ne peut pas arrêter, tout simplement, un programme. Le budget de 1982 est donc un budget de transition. Par exemple, nous avons beaucoup fait pour l'économie. Il restera à faire, beaucoup, pour le social les prochaines années.

Car on n'a fait qu'aborder la lutte contre les inégalités, et la relance de certains secteurs n'est que conjonctuelle. Il faudra attendre plusieurs années pour pouvoir lire dans le budget le « changement politique ». Pour l'instant, nous avons paré au plus pressé, marqué fortement une volonté politique : freiner puis résorber le chômage. ●

Politique au jour le jour

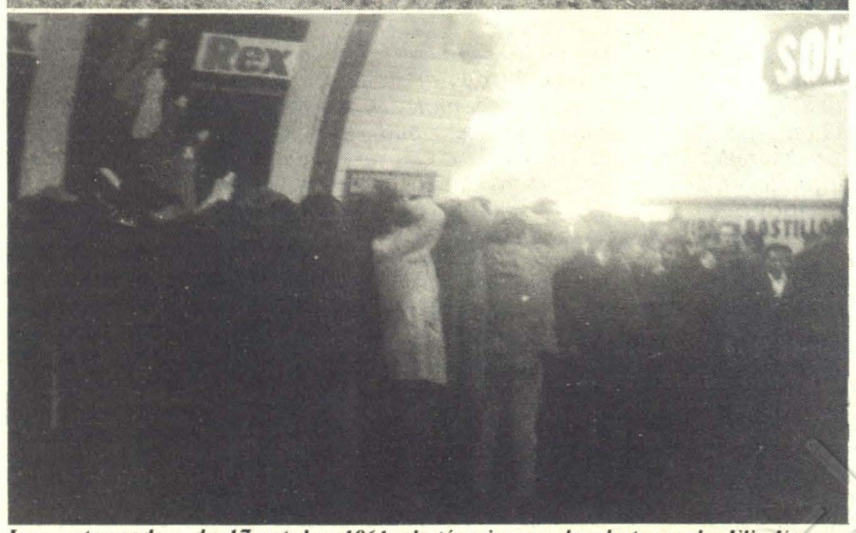
Antenne 2 : Du bon et du moins bon.

Cela aurait pu être une bonne émission ! Force est de constater qu'elle a été en partie gâchée par les journalistes eux-mêmes. Animée par François-Henri de Virieu, « Affaire vous concernant » avait le mérite de sortir un peu des sentiers battus en mettant en présence le Premier ministre Pierre Mauroy et des Français de la base qu'on avait cependant eu la curieuse idée d'aller chercher dans un petit village du fond de la Bretagne (la France profonde ?), ce qui explique qu'il n'y avait parmi eux aucun ouvrier, aucun salarié, aucun locataire d'H.l.m. Passons. Le dialogue aurait pu être d'un style nouveau si les journalistes participant à l'émission lui avaient laissé libre cours. Mais ils n'ont cessé d'accaparer la parole pour interroger Pierre Mauroy rarement sur des questions de fond, le plus souvent sur les petites phrases qui font les délices des rédactions parisiennes. Le Premier ministre s'en est, quant à lui, fort bien tiré mais les habitants de Saint-Hernin avaient l'air bien déçu de n'avoir guère pu s'exprimer. Après la mise au placard de l'intéressante tentative du « Journal d'en France », l'émission manquée de lundi soir pose une fois de plus le problème du comportement des journalistes à l'égard de l'explication politique qu'attend la population.

C'est d'autant plus dommage qu'Antenne 2 a démontré deux jours de suite — et démontre tous les jours avec « les Gens d'ici » — ce que peut être de la télévision bien faite : il s'agissait, il est vrai, de deux commémorations. Celle de la sinistre « nuit des Algériens » le 17 octobre 1961 à Paris, celle du massacre de Chateaubriant par les nazis, en octobre 1941. Dans les deux cas, on n'avait jamais vu cela sur le petit écran. C'était impressionnant !

C.E.





La « ratonnade » du 17 octobre 1961 : le témoignage du photographe Elie Kagan.

Secteur public : apprendre la concertation

Conflits épars dans le privé. Pour sauvegarder l'emploi. Conflits épars, aussi dans le secteur nationalisé, nationalisé pour partie ou en passe de l'être. Mais, ici, les revendications touchent d'abord aux conditions de travail. A une exception près, cependant, la grève des O.s. de Renault-Billancourt (voir « l'Unité » n° 439). Ce conflit « phare » menacerait-il de s'étendre ? Après la journée d'action du 15 octobre on pouvait espérer que les négociations aboutiraient. Mais la direction a proposé seulement une prime d'attente de cent francs alors que les grévistes demandaient trois cents francs de plus par mois. Crispation. Et l'intersyndicale a décidé une nouvelle grève générale de deux heures et demie, le 22 octobre : « Si la direction voulait que l'usine ne tourne pas elle ne s'y prendrait pas autrement, » juge Jean-Louis Fournier, l'un des délégués C.g.t. de Billancourt. On estime, au syndicat, que « il y a des gens à la Régie qui se refusent à prendre en compte le changement ». Et l'on va jusqu'à parler de sabotage : « Dix mille voitures perdues. » A la direction confédérale où visiblement on ne tient pas à une réelle extension du conflit on remarque que « Renault ça n'a pas démarré à l'initiative de la C.g.t. » Et puis deux heures, deux heures et demie de grève générale : les « Renault » ne sont pas coutumiers d'une telle modération. Les O.s., d'ailleurs, ont trouvé leurs camarades bien tièdes.

Au ministère du Travail où on semble jouer discrètement « Messieurs Bons Offices », le ministre Jean Auroux déclarait : « La direction n'a pas manifesté une volonté de négociation suffisamment affirmée pour engager à temps le dialogue... » Au ministère de l'Industrie la discrétion est de mise... si on suit de très près le conflit, Pierre Dreyfus, l'ancien directeur de la Régie devenu ministre, se refuse à intervenir « publiquement en tout cas » auprès de la direction de Renault. Au nom de l'autonomie de gestion des entreprises nationalisées. A Matignon, on juge que la direction de la grande entreprise automobile a eu « une réaction un peu malsaine » et on lui recommande volontiers d'entamer des négociations le plus rapidement possible et sans préalable. Un peu plus de souplesse, en somme. Mais à la direction, comme aux syndicats à la veille de la nouvelle journée d'action, le message pouvait se traduire en ces termes : « Débrouillez-vous, il faut sortir de là. » Mais, on craint aussi, au gouvernement, que des augmentations de salaires dans le secteur public ne soient un mauvais exemple pour les autres salariés et aillent ainsi à l'encontre de la politique gouvernementale : réduire la durée du travail et créer des emplois.

Diminution des horaires et augmentation des salaires sont intimement liées dans les revendications des « banquiers ». Commencé par une journée d'action, le 15 octobre, le mécontentement des syndicats des employés de banques pourrait bien se traduire encore par une journée de grève nationale au mois de novembre. Deux arguments pour les salariés du secteur bancaire : d'abord les banques se portent bien, elles ont considérablement accru leurs bénéfices ces trois dernières années ; deuxièmement dans les banques la dernière réduction de travail date de 1971 : quarante heures. Ce dernier chiffre est de l'avis des syndicats une bonne base de départ pour arriver rapidement aux trente-cinq heures, d'autant que le développement de l'informatique peut impliquer, à moyen terme, une crise de l'emploi et des licenciements dans ce secteur. En face, un patronat, regroupé pour l'essentiel dans l'Association française des banques : « C'est un patronat, dit Jean-Pierre Moussy, l'un des dirigeants de la fédération des banques C.f.d.t., qui n'a jamais intégré la donnée sociale dans ses prévisions. » Les syndicalistes ne sont pas loin de penser que si le patronat maintient son exigence de la semaine de six jours, c'est parce qu'il a intérêt à laisser se développer le mécontentement pour entamer l'action gouvernementale.

Comme chaque année, lorsqu'on passe de l'horaire d'été à celui d'hiver, la S.n.c.f. connaît ses grèves des agents de conduite. « D'autant, explique-t-on à la Fédération des cheminots C.g.t., que les directions régionales en profitaient, jusqu'ici, pour aboutir à une compression des effectifs. » Cette année, seuls Bordeaux et Paris-Est sont passés à une action dure. Les directions des autres secteurs avaient accepté de négocier : « Mais celles-là n'avaient pas pigé le changement, assure un cheminot. Elles ont continué sur leur lancée, les tableaux de service étaient, il est vrai, établis avant le 10 mai. » Les modes d'action des agents de conduite de Paris-Est qui ont bloqué pendant près de quarante-huit heures tout le trafic sont jugés « irresponsables » par la direction de la Fédération C.g.t. qui a publié, le 20 octobre, un communiqué où elle déclare notamment : « L'action efficace implique l'esprit de responsabilité, le souci de l'opinion publique et le respect de l'outil de travail. Plus que jamais nous devons apprécier que le niveau de changement auquel nous parviendrons dépendra de notre capacité à empêcher que l'on puisse dresser les travailleurs les uns contre les autres et que l'on puisse isoler les plus actifs. » Et la Fédération ne cachait pas que ces recommandations étaient tout spécialement destinées à la centaine de grévistes de Paris-Est. Aux yeux des syndicalistes, la direction du secteur n'aurait pourtant pas la blancheur de la colombe : elle avait demandé au ministère des Transports que la police intervienne !

Des directions syndicales qui demeurent bien sages et des ministères qui sont sereins : « Un peu de remue-ménage par-ci, par-là », remarque-t-on au cabinet de Jean Auroux. Sur le front social du secteur public, l'état de grâce semble à peine entamé. Mais gouvernants et syndicats font la même constatation : tout comme le patronat, les dirigeants et le personnel d'encadrement du secteur nationalisé ont bien du mal à envisager de manière nouvelle les revendications des salariés. La concertation doit-elle s'enseigner ?

E. P.

Pas négatif ?

Extraites du « Monde » de lundi dans le compte rendu du Comité central du R.p.r., ces deux phrases qui se suivent :

« Tous les intervenants ont vivement critiqué l'action du chef de l'Etat et du gouvernement dans tous les domaines ainsi que le comportement de la majorité parlementaire soulignant ainsi que le R.p.r. se situe « résolument dans l'opposition ». M. Chirac, enfin, a surtout insisté pour que le comportement de sa formation ne soit pas uniquement critique et négatif ».

Il faudrait s'entendre ! S'il pense vraiment ce qu'il dit, le maire de Paris ferait bien de venir, ne serait-ce qu'une fois, sur les bancs de l'Assemblée pour voir comment les trois ou quatre députés R.p.r. de service pratiquent l'obstruction systématique.



C.C.F. : les douanes cherchent des crosses à Levêque !

Jean-Maxime Levêque, président du Crédit commercial de France (C.c.f.), n'a pas de chance. Alors que son action frénétique et fort coûteuse contre la nationalisation des banques le maintient en première ligne, voilà les douanes qui s'intéressent aux curieuses pratiques de son établissement. Et elles constatent que ce grand donneur de leçons aurait mieux fait de commencer par balayer devant sa porte.

Les gabelous, semble-t-il, connaissaient déjà le chemin du 103 avenue des Champs-Elysées, siège du C.c.f. Cette banque n'avait-elle pas déjà été mise à l'amende pour avoir pris quelques libertés avec le contrôle des changes à travers des opérations où apparaissait la banque espagnole Banesto ? L'avertissement n'aura pas suffi puisque, pour venir en aide à certains de ses clients allergiques à l'encadrement du crédit et à la réglementation des changes, le C.c.f. avait mis sur pied, depuis quelques années, une combine aussi efficace qu'illégale. Sans être vraiment original, le biais imaginé consistait à adresser ces clients choisis à la Sofial, société satellite de droit panaméen disposant d'une antenne fort active à Luxembourg. La Sofial se chargeait notamment d'emprunter sur le marché des eurodevises pour le compte de ces hommes d'affaires aussi peu regardants que le C.c.f. sur la réglementation. La banque de Jean-Maxime Levêque trouvait son compte puisqu'elle a dégagé l'an passé, grâce à cette filiale panaméo-luxembourgeoise, quelque 14,55 millions de francs de bénéfices. Ce serait d'ailleurs assez minime pour la cinquième banque française si l'on omettait la gratitude de ceux auxquels ont été rendus ces appréciables services. Certes, le C.c.f. n'a pas le monopole bancaire de ces pratiques. Dans un passé récent on a vu des établissements nationalisés s'égarer pareillement. Mais les erreurs des uns n'excusent pas celles des autres, surtout s'ils se lancent dans des croisades politiques peu en rapport avec leur vocation.

Notre banquier de choc pratique aussi l'humour noir. Après avoir, pendant la campagne présidentielle, inondé la presse de pages entières de publicité pour mettre en garde contre la victoire de la gauche, il a mis à pied, le 8 mai, pour une demi-journée, douze syndicalistes (huit C.g.t. et quatre C.f.d.t.) de son établissement. Illustrant une fois de plus le proverbe de la paille et de la poutre, Levêque a eu l'audace de reprocher à ces syndicalistes d'avoir distribué au personnel des tracts en faveur de François Mitterrand. Mais cela n'avait pas coûté un centime au C.c.f. alors que la campagne de Levêque se chiffre par millions de francs nouveaux. De plus, cette action purement interne à l'entreprise n'a pas porté atteinte à son crédit alors que l'engagement insensé de son p.-d.g. a poussé des clients à changer d'établissement.

D'ailleurs la campagne de Levêque, qui a au moins le courage de ses convictions, repart aujourd'hui de plus belle. Le p.-d.g. a fait réaliser aux quatre coins du monde, toujours sans regarder à la dépense, un film publicitaire sur l'action de son établissement. Projeté à travers l'Hexagone au cours de soirées auxquelles il convoque les actionnaires et les clients du C.c.f., ce film est précédé d'un « speech » de Levêque sur le thème : la nationalisation est une spoliation. Il tient dans ces occasions des propos qui, compte tenu de ce qui précède, ne manquent pas de piquant. Se disant convaincu que « le Conseil constitutionnel aura à s'ériger en juge de l'intérêt public », il laisse entendre que cet intérêt public étant incompatible avec la nationalisation des banques, le Conseil constitutionnel saura s'y opposer. Et Levêque de proclamer : « Je suis confiant dans les institutions de mon pays. » Même dans les douanes ?

Se drapant dans sa dignité, notre croisé s'exclame : « On lance des accusations fausses en prétendant que nous sommes des spéculateurs, voire des oppresseurs. » Mais il omet — et pour cause — de démontrer en quoi ces accusations seraient fausses. Justifiant le projet de nationalisation, lundi devant les députés, Jacques Delors expliquait : « J'ai pu le constater, les banques n'ont pas aidé comme elles l'auraient dû les P.m.e. à traverser ce passage difficile de la stagnation. Ce qui est en cause, c'est la logique — contestable à nos yeux — du profit pour le profit. Et c'est cela qui nous conduit à vouloir réformer le système bancaire. » On peut aussi considérer, en incidente, que les traitements excessifs de certains hauts responsables des banques, liés aux résultats de leurs entreprises, pèsent sur leurs conceptions.

Dans sa campagne de presse d'avril, Levêque expliquait : « Actions du C.c.f., des actions qui servent l'économie de la France. » Pourtant ses conceptions libérales et ses pratiques encore plus libérales envers la réglementation n'ont pas nécessairement fait le bonheur de l'économie française. Et que penser d'une très récente tentative avortée du C.c.f. qui avait tout du coup bas ? Si la Sofial de Panama est une modeste filiale, il n'en va pas de même du C.c.f.-Genève (1), dont l'actif atteint 227 millions de francs et qui est une filiale à 100 % de l'établissement de Levêque. Sans le veto de Jacques Delors, ministre des Finances, le C.c.f. allait céder, presque à la sauvette, 55 % de cette filiale helvète à des financiers locaux. Motif avancé : la clientèle des bords du Léman n'aime pas les banques nationalisées. Si cet argument reste à démontrer, il semblerait que pour Levêque il n'y a pas plus de patrie que pour les capitaux qu'il entendait ainsi protéger. Mais à part cela, le mur de l'argent n'est qu'une fiction.

PAUL LEDUC

1) La Suisse ne réussit pas toujours aux p.-d.g. : celui de Paribas, Pierre Moussa, qui était responsable des manœuvres dénoncées la semaine dernière sur Paribas-Suisse, a été démissionné par son propre conseil d'administration !

La grogne du Quai

Le conseil des ministres de la semaine prochaine doit compléter le mouvement diplomatique amorcé la semaine dernière et à propos duquel ont filtré quelques indiscrétions avant même que les nominations aient été soumises, comme le veut l'usage, aux pays intéressés.

Ce mouvement est l'un des plus importants jamais effectués puisqu'il porte sur une cinquantaine de postes dont quelques-uns des plus élevés. Son originalité est aussi d'intégrer dans ces nominations quelques hommes venus d'ailleurs que de la « carrière », parmi lesquels deux industriels (Bernard Vernier-Palliez, nommé à Washington, et Francis Gutmann qui devient secrétaire général du Quai d'Orsay), un journaliste (Gilles Martinet à Rome), un ancien député (Georges Vinson envoyé aux Seychelles), etc.

Ces quelques nominations « de l'extérieur » ont provoqué parmi certains fonctionnaires du Quai une grogne dont le journaliste Maurice Delarue s'est fait l'écho dans un article du « Monde » et à propos de laquelle l'ancien ministre Maurice Couve de Murville a interpellé Claude Cheysson lors de la dernière réunion de la commission des affaires étrangères de l'Assemblée. Ce que n'a pas dit l'actuel ministre c'est que le comportement de certains ambassadeurs à l'étranger depuis le 10 mai est apparu comme incompatible avec leur fonction de représentant de la France. Exemple le plus extrême : l'ambassadeur Piquet en poste à Santiago du Chili a été rappelé à Paris après avoir assisté le 11 septembre dernier à la commémoration officielle du putsch de Pinochet !

A la suite du mouvement en cours, une vingtaine d'ambassadeurs vont se trouver sans affectation. Plusieurs d'entre eux admettent eux-mêmes qu'ils ne se sentent pas vocation d'être les avocats de la nouvelle diplomatie française.

A.V.

François Mitterrand : "Si l'Occident n'est pas plus compréhensif, les peuples du tiers monde s'armeront en s'adressant à d'autres..."

TOUT d'abord Yorktown. Aux Etats-Unis François Mitterrand rappelant les permanences de l'Histoire a parlé des batailles pour la liberté d'hier et d'aujourd'hui, du rôle que la France avait joué dans le passé, de celui qu'elle entend tenir dans le présent. Puis Mexico. Le président de la République à la veille de la conférence de Cancun a précisé ce à quoi la France veut participer : un co-développement généralisé. Car, aux yeux de François Mitterrand, ne pas mesurer, participer, promouvoir les mutations nécessaires c'est empêcher toute évolution, c'est contraindre le tiers monde à survivre, de plus en plus mal, dans la misère. C'est faire durer la crise.

A Cancun, deux visions de l'avenir s'affrontent. Pour les Etats-Unis, le libéralisme le plus débridé est la seule arme. L'expérience a prouvé que cette affirmation est vraie : c'est une arme pour les firmes américaines opérant dans le tiers monde, c'est une arme pour déterminer les prix des matières premières exportées par les pays en voie de développement. La France, en proposant de nouvelles règles du jeu, une négociation différente, une solution spécifique sur les problèmes énergétiques auxquels le tiers monde est confronté, peut permettre à ce sommet d'être, au vrai sens du mot, historique. Pour éclairer la démarche du président Mitterrand, nous publions un entretien qu'il a accordé le 12 octobre dernier à l'hebdomadaire américain « Time Magazine ».

« TIME MAGAZINE » : Bien que vous soyez socialiste et le président Reagan conservateur, certains ont constaté des analogies entre votre élection et celle du président Reagan. Voyez-vous de telles analogies ? Etes-vous d'accord ?

FRANÇOIS MITTERRAND : Oui, puisque nous avons tous les deux battu un président sortant. Oui, dans la mesure où nous avons gagné la présidence après une longue lutte dans le temps. Voici deux ressemblances. Ce sont des ressemblances un peu formelles, car nous ne nous sommes pas battus sur les mêmes thèmes politiques. Mais nous avons l'un et l'autre renversé les politiques en place en réveillant la volonté d'un peuple.

— Je crois que c'est le ministre Cheysson qui a vu une majorité qui allait au-delà du nombre des votes mêmes.

— Précisons. Au moment de l'élection présidentielle de mai 1981, on a retrouvé la répartition des suffrages devenue habituelle ces sept dernières années. La droite et la gauche dans notre pays varient en effet entre 48 et 52 %. Pour les législatives, en revanche, par un effet d'entraînement, il s'est produit un courant populaire qui a dépassé les frontières politiques traditionnelles. Résultat sans doute d'un consentement national autour d'une espérance.

— Quel est l'état, à l'heure actuelle, des relations entre la France et les Etats-Unis ?

— Bonnes avec naturellement des variantes selon le sujet que l'on traite. Pour l'équilibre Est-Ouest, notre démarche, sans être identique, est suffisamment proche pour que nous n'ayons pas entre nous de graves problèmes. Très réelle, en revanche, est la divergence de vues à l'égard des peuples aujourd'hui placés sous la coupe des oligarchies d'Amérique latine et plus précisément en Amérique centrale. Nous n'avons pas non plus la même approche des relations entre pays industrialisés et pays du tiers monde.

Mais, d'une façon générale, la politique franco-américaine est une politique de dialogue. On discute et on cherche un accord. Et nous sommes, les uns et les autres, fidèles à l'alliance qui nous unit pour la défense de la paix et qui exprime un fonds commun de civilisation.



Sygma

Les présidents Reagan et Mitterrand à Yorktown.

— Vous avez écrit dans un de vos livres vos réactions au moment de votre premier voyage aux Etats-Unis et je me demande avec quelle image et dans quel esprit vous y allez aujourd'hui.

— J'y vais avec plaisir et grand intérêt pour un pays qui me passionne. Mon voyage actuel a des raisons historiques et des raisons politiques. Historique, la célébration de l'anniversaire qui a marqué la conjoncture victorieuse des forces américaines et françaises et le début d'un solide compagnonnage à travers deux siècles d'une amitié vivante et ancienne. Politiques : relations de la France et des Etats-Unis d'Amérique, préparation de la prochaine conférence de Cancun, problèmes de l'armement, négociation entre l'Est et l'Ouest.

Nous parlerons certainement aussi de l'Amérique latine, de l'Afrique, du Proche-Orient, bref, de tout ce qui touche aux intérêts du monde où nos pays sont impliqués.

— Le réajustement monétaire auquel vous avez procédé est-il symptomatique d'un désordre plus grand dans le système monétaire international ?

— C'est une conséquence, pas une cause du désordre monétaire. L'un des événements les plus graves d'après la guerre a été la décision de Richard Nixon de casser le système de Bretton Woods en 1971 et, depuis cette époque, l'Occident se livre à lui-même une lutte sauvage.

Il n'y a plus de règles, plus de lois, mais une guerre des monnaies, une guerre économique, et c'est un des points les plus inquiétants pour l'avenir des relations du monde occidental. Aujourd'hui, chacun travaille pour soi. Les Etats-Unis ont besoin, disent-ils, d'un taux très élevé de l'argent. C'est leur affaire. Mais ils ne peuvent ignorer que cette mesure exaspère les mouvements déjà dangereux de capitaux volants. On encourage le désordre. Les fluctuations du taux de change du dollar, c'est la même chose. Cela désorganise l'économie occidentale.

Avant de retrouver un nouvel ordre, il faudra du temps. Chacun de nos pays étant en crise, tous ont un réflexe égoïste, se sauver d'abord soi-même, alors qu'ils ne se sauveront que tous ensemble.

Le réajustement monétaire en France traduit une réalité. Le franc avait perdu beaucoup de sa valeur par rapport au mark avant que je sois élu. J'aurais pu dévaluer le jour même de mon élection. Mais je voulais que ce réajustement se déroulât dans le cadre du système monétaire européen. Donc il fallait négocier. C'est cette négociation qui a abouti.

— La fermeté de votre politique de défense : comment mesurez-vous, comment caractérisez-vous cette politique en comparaison avec celle d'avant et celle des autres pays européens ?

— C'est à vous qu'il appartient de mesurer ces choses, pas à moi. Moi, je défends les intérêts de la France sans prétendre nuire à personne. La France, en ce qui concerne sa propre défense, a décidé d'assurer sa force stratégique de dissuasion et c'est pourquoi j'ai pris la décision de continuer le sixième sous-marin nucléaire et de mettre en chantier le septième.

Quant aux relations Est-Ouest, je souhaite la négociation avec l'Union soviétique, mais je pense qu'il est bon que cette négociation s'engage sur la base d'une position claire des Etats-Unis d'Amérique. C'est le cas aujourd'hui, quelque opinion qu'on ait sur tel ou tel aspect du plan du président Reagan. Maintenant, les Russes et les Américains savent de quoi ils ont à parler.

— Dans quelle mesure êtes-vous préoccupé par la tendance au neutralisme en Europe ? Le problème est-il limité ou dangereux ?

— Le neutralisme est un mot qu'il ne faut pas prononcer légèrement. J'essaie pour ma part de comprendre la réaction de l'Allemagne, pays qui n'a pas le droit de s'armer nucléairement et qui est cependant bourré d'explosifs nucléaires dont il n'a pas la disposition. Cette contradiction est difficilement supportable. Cela provoque une

(suite en page 8)



A.f.p.

François Mitterrand prononçant son discours, à Mexico, le 20 octobre dernier.

(suite de la page 7)

série d'interrogations sur lesquelles un Français doit s'exprimer avec prudence.

Il est plus facile à l'opinion des pays qui disposent de la force nucléaire d'être à l'abri de ce genre de crises que pour les pays qui n'en ont pas et qui se sentent la proie des décisions des autres.

Je crois que ces tensions devraient s'apaiser, si les Américains qui ont maintenant marqué leur volonté engageaient, à bref délai, la grande négociation avec l'Union soviétique. Je pense qu'ils doivent le faire.

— Vos convergences de vues avec Washington sur les questions Est-Ouest semblent être reconnues, mais quelle est l'ampleur des divergences sur les questions Nord-Sud ?

— La France est plus portée que les Etats-Unis d'Amérique vers la réforme de la Banque mondiale, du Fonds monétaire international, vers le soutien des cours des matières premières, cacao, café, etc., sur la création d'un certain nombre d'institutions nouvelles. Et sur les aides publiques aussi. Les Etats-Unis d'Amérique croient au jeu du libéralisme, des aides privées, de l'intervention des multinationales. Mais cette approche différente n'empêche pas que nous ayons maintenu un bon dialogue. Les Américains ont tenu compte d'un certain nombre de nos observations. Et j'écoute leurs thèses avec la plus grande attention, avec le respect que mérite ce grand pays.



Le président Mitterrand déposant une rose sur le monument à la Révolution mexicaine. A.f.p.

— Sans l'augmentation significative de l'aide américaine, le projet pour un New Deal ne marchera pas.

— Nous essayons de notre côté d'aller vers les 0,7 % promis de notre produit intérieur brut pour l'aide au tiers monde. Nous n'entendons donner de leçon à personne et devons commencer par appliquer à nous-mêmes ce que nous réclamons des autres. Mais vous avez raison : il incombe aux Américains d'assumer leur rôle au niveau planétaire ou bien rien ne sera possible.

Les pays industrialisés ont besoin de la relance par le tiers monde, besoin de ces milliards d'êtres humains, virtuels acheteurs de nos produits. Ce n'est pas seulement un point de vue généreux, c'est un point de vue intéressé.

— Quelle a été l'origine de la déclaration franco-mexicaine sur le Salvador ?

— La réalité. La réalité, c'est que le Salvador vit sous une oligarchie insupportable, dictatoriale, qu'il y a des massacres qui se produisent là-bas et qu'il faut bien que quelqu'un le dénonce.

Quand il y a des massacres dans le monde, on intervient. Nous pensons que le maintien de systèmes dépassés en Amérique latine est un danger pour tout le monde. On parle du communisme ? C'est comme cela qu'on le fabrique ! Le communisme naît de la misère, et si l'Occident n'est pas plus compréhensif, ces peuples s'armeront en s'adressant à d'autres. C'est-à-dire l'U.r.s.s.

On finit ainsi par ranger dans le camp des adversaires de l'Occident des gens qui ne sont pas ses adversaires naturels mais qui y sont conduits par la logique de la situation qu'on leur impose.

Je connais bien le président des mouvements révolutionnaires salvadoriens, Guillermo Ungo. C'est un social-démocrate. Il est venu déjeuner avec moi, il y a huit jours ici. Il n'est pas du tout communiste.

— En ce qui concerne le Moyen-Orient, le plan Fahd, vous avez exprimé un certain enthousiasme.

— Non, pas d'enthousiasme. Mais j'ai constaté que c'était un progrès. Ces propositions pourraient permettre de débloquer la négociation. C'est là qu'est le problème. Quant au contenu, ça se discute. Et justement, il faut qu'on en discute.

— Cela sera-t-il un sujet de conversation avec le président Reagan ?

— A priori, non. Peut-être que oui.

— Croyez-vous que la France puisse aider les Etats-Unis à faire pression sur Israël à travers ce plan Fahd ou est-ce que la France compléterait les projets des Etats-Unis, comme Camp David ?

— J'ai approuvé Camp David. Mais, maintenant, Camp David est bloqué. Le plan Fahd est une autre méthode. Toutes les méthodes sont bonnes si elles conduisent à la paix.

— Certains, même de gauche, disent que vous avez un air un peu gaulliste, pas simplement en style, mais en substance.

— Je me tiens debout, de Gaulle se tenait debout. Je regarde par la fenêtre où regardait de Gaulle. Je parle de la France, de Gaulle parlait de la France, etc. Ce n'est pas suffisant pour justifier cette référence qui n'est qu'une commodité de plume pour beaucoup. De Gaulle et moi sommes différents sur des points essentiels.

— Et alors, le style Mitterrand va évoluer ?

— Je suis comme je suis, faut-il le répéter, et je n'ai pas besoin d'évoluer pour m'affirmer moi-même.

— Vous avez relevé une fois l'observation selon laquelle un des problèmes de M. Giscard d'Estaing aurait été qu'il n'avait pas compris que l'histoire est tragique. Est-ce sain pour un chef d'Etat de croire cela ?

— Le mot n'est pas de moi mais de Raymond Aron. Je crois cette dimension nécessaire. Tout le montre. Moi, je suis né pendant une guerre mondiale et j'ai fait à vingt ans une deuxième guerre mondiale J'ai vécu ma jeunesse à une époque où, sur le sol de l'Europe, il y avait Hitler, Mussolini, Franco, Salazar, Staline et quelques autres. Tout ce qui se passe sous nos yeux montre que nous ne sommes pas sur les rivages d'un monde apaisé, harmonieux. Tout est lutte, tout exige du courage, de l'effort. Il n'y a pas de réponse à l'histoire sans l'effort, et l'effort se commande par le fait que tout est difficile : les passions, les intérêts, les rivalités. L'humanité sort tout juste de sa préhistoire ! Regardez bien autour de nous. Oui, l'histoire est tragique.

— Ça ne veut pas dire être pessimiste ?

— Non, pas du tout. L'homme apprend à se maîtriser pour maîtriser l'histoire. La marche vers la connaissance de soi est le meilleur itinéraire pour aller vers le monde. Je crois à la capacité de l'homme et ses échecs, ses fautes ne me font pas désespérer. ●

GRECE

La soeur méditerranéenne et socialiste

"La France à l'ouest et la Grèce à l'est, nous changerons l'Europe." Une autre façon de dire : "Entre la Grèce et nous c'est une histoire d'amour"

PAR JEAN-PAUL LIEGEOIS

Il y avait beaucoup de monde ce jour-là, au pied des gratte-ciel, sur le marché de Villeurbanne. Soleil pâle d'octobre, d'octobre 1969. A l'écart des étals, ayant pris possession de la rue, un immense cercle humain. Trois cents personnes. Peut-être plus. Au milieu : des bateleurs. Des saltimbanques, comme on dit. Crachaient-ils du feu ? Jonglaient-ils ? Non. Pour l'instant, ils dansaient. Deux, surtout : l'un, immense, l'autre, plus petit. Tous les deux en tenue militaire. Avec des étoiles sur leur képi. Un troisième a surgi au milieu des deux gradés : « A ma droite, le général de Gaulle ! A ma gauche le colonel Papadopoulos ! » La musique a repris : un sirtaki, très lent. Le colonel et le général se sont pris par la main et se sont remis à danser. En chantant, cette fois. Je n'ai pas retenu les couplets. Mais je n'ai pas oublié le refrain : « Entre la Grèce et nous / C'est une histoire d'amour... »

Douze années ont passé. Les comédiens de Villeurbanne sont repartis dans leur Midi natal pour y créer Lo Theatro de la Carriera, la première troupe occitane dans l'histoire du théâtre français contemporain. De Gaulle est entré dans l'Histoire. Papadopoulos en est sorti. Et il y avait beaucoup de monde dimanche dernier, dans les rues d'Athènes, de Salonique et d'Héraclion. Beaucoup de monde qui dansait et chantait. Des dizaines de milliers de personnes. Des centaines de milliers. A pied, à moto, en auto, circulant d'une place à l'autre, s'embrassant, s'interpellant, les Grecs vivaient le 18 octobre 1981 comme les Français avaient vécu le 10 mai 1981 : spontanément, goulûment. Triomphe pour le Pasok (Mouvement panhéllénique pour le socialisme) d'Andreas Papandreou. Liesse pour les foules. Avec des drapeaux aux couleurs du Pasok, les femmes se faisaient des foulards, des châles ou des robes. Les klaxons donnaient leur rythme aux poitrines : « On a gagné ! On a gagné ! » Partout jaillissait le même leitmotiv en forme de cri : « Allayi ! » C'est-à-dire : « Changement ! ». C'est alors qu'Andreas Papandreou a fait sa première déclaration : « La France à l'ouest et la Grèce à l'est, nous changerons l'Europe. » Une tout autre façon de dire : « Entre la Grèce et nous / C'est une histoire d'amour. » Une tout autre histoire d'amour : celle des peuples, pas celles des militaires.

« Raz de marée. » « La Grèce en rose. » « Succès historique. » La presse du monde entier, lundi et mardi derniers, ne savait plus où donner du titre pour saluer l'événement. Et nombre de journaux français se voyaient dans l'obligation de jouer fair-play. « Le Quotidien de Paris » devait reconnaître : « Socialisme : l'état de Grèce. » « L'Humanité » devait concéder : « Une victoire de la démocratie. » On pouvait même lire sous la plume du correspondant du « Monde » — celui qui s'était jadis distingué en cirant à plusieurs reprises les pompes des colonels : « Le peuple grec s'est prononcé démocratiquement, dans le calme, l'ordre et la dignité. Pour la première fois de son histoire, il se dote d'un gouvernement socialiste et donne sa chance à la gauche. » Suffoqués, ces braves gens, ces « observateurs avertis » qui ont pris le ciel grec sur la tête...

Il est vrai que la victoire du Pasok a dépassé toutes les espérances. Quel score ! Sur les cinq millions et demi de Grecs qui ont voté, plus de 48 % ont donné leur voix au Pasok. En quatre ans, le Pasok est passé de 25,34 à 48,6 % des suffrages. Si l'on excepte le cas du Parti québécois, historiquement, pas une formation politique n'a progressé aussi rapidement en Occident. La droite est laminée : en 1977, en additionnant les points de la Nouvelle Démocratie et ceux de l'extrême droite, on atteignait 48 % ; en 1981, leur total est descendu à 37 %. La gauche est désormais largement majoritaire. En voix : plus de 60 % si l'on ajoute les 10,86 % du Parti communiste « de l'extérieur » et les 1,39 % du Parti communiste de « l'intérieur » aux 48,6 % du Pasok. En sièges : 174 députés au Parlement pour les socialistes, 13 députés pour les communistes « de l'extérieur » ; soit 187 sur 300. En allant aux urnes, les Grecs ont également choisi leurs représentants au Parlement européen ; là encore, la gauche a gagné : onze sièges contre dix à la droite.

Comment expliquer un coup de barre à gauche aussi net ? Plusieurs facteurs ont joué. Les multiples erreurs de la droite, d'abord. La Nouvelle Démocratie a manifestement pris les Grecs pour des imbéciles. En choisissant comme slogan électoral « Progrès et bien-être », elle s'est couverte de ridicule. Car sept ans de gestion catastrophique balayait à l'avance toutes les belles promesses. Comment croire des gens qui avaient laissé galoper le chômage et l'inflation, sacrifié l'indépendance du pays, érigé la corruption et le clientélisme en système de gouvernement ? Comment croire à la compétence d'un Georges Rallis, d'un Premier ministre qui n'arrivait même pas à terminer ses phrases quand il intervenait à la télévision ? Comment croire à la sincérité d'un Evangelos Averof, d'un ministre de la Défense qui, en d'autres temps, avait servi de négociateur servile entre Henry Kissinger et les colonels ? Comment voter pour l'autre formation de droite, le Parti des progressistes, qui mettait en tête de son programme l'amnistie pour les colonels ?

Un homme pouvait essayer de sauver la droite : Constantin Caramanlis, « l'homme providentiel », le fondateur de la Nouvelle Démocratie devenu président de la République ; l'homme qui avait dit en 1974 : « Moi ou les tanks. » Il n'est pas intervenu. Il est resté en retrait. Parce qu'il s'était rendu compte que les Grecs n'ont plus peur d'un retour à la dictature. Parce qu'il ne pouvait pas sans sombrer reprendre à son compte l'ultime et dérisoire argument de la droite, contre la gauche : « Avec Papandreou, la Grèce va devenir l'Albanie. » Parce qu'il n'était lui-même plus tellement crédible ; en 1974, il avait prétendu : « Héritier du chaos, j'ai fabriqué un Etat » ; en 1981, l'Etat grec moderne est toujours à inventer...

Plus nombreux que prévu

La droite a donc fait, impuissante, le lit de la gauche. Mais la gauche s'est d'abord aidée elle-même. Enfin, le Pasok plutôt que la gauche... Laissant les communistes à leurs luttes fratricides, laissant le P.c. « de l'extérieur » à son sectarisme endémique et à sa langue de bois, laissant le P.c. « de l'intérieur » à ses débats stériles avec quelques intellectuels, le Pasok a joué avec ténacité la carte de l'union du peuple grec. Ce faisant, il a révélé à lui-même un « peuple de gauche » qui s'est compté et s'est retrouvé avec étonnement plus nombreux que prévu. Comme en France, la majorité sociologique a fini par donner une majorité politique. Harilaos Florakis, le secrétaire général du P.c. « de l'extérieur », a reconnu publiquement l'ampleur du processus : « Le Pasok exprime les intérêts des non-privilégiés. » Comme en Grèce les privilégiés ne sont pas multitude...

Habileté et efficacité : le Pasok a voulu unir la gauche malgré les communistes, en passant par-dessus la pesanteur des appareils et les tentatives de division. Il a été entendu. Les communistes sont « piégés » : ils prétendaient recueillir au moins 17 % des suffrages ; ils n'ont fait que 10,86 %. Comme en France, nombre d'électeurs ont choisi de « voter utile » en mettant un bulletin « Pasok » dans l'urne. Comme en



Sygma

Nuit de liesse à Athènes.

France, les communistes grecs sont obligés de se mettre au diapason de l'Histoire. Ils savent que toute action menée à contre-courant du 18 octobre serait suicidaire pour eux. Ils sont condamnés, sans rien pouvoir exiger, à apporter un « soutien critique » au gouvernement socialiste homogène d'Andreas Papandreou. Ils le feront. Harilaos Florakis s'y est engagé : « Le Parti communiste grec apportera son aide pour une majorité unie et pour un vrai changement dans notre pays. »

Florakis a également reconnu : « Le peuple grec a remporté une grande victoire. » Pour quoi faire ? Dès qu'il a été sûr de sa victoire, Andreas Papandreou a répondu : « Le gouvernement du Pasok est le gouvernement de tout un peuple, qui veut construire en oubliant le passé et en cimentant l'union du peuple grec pour établir notre *indépendance nationale, faire respecter* notre intégrité territoriale, instaurer des institutions démocratiques et promouvoir le progrès social. » Autrement dit, une seule voie : le changement. A quel rythme se fera-t-il ? Avec prudence : « Nous ne sommes pas des faiseurs de miracles. » Mais sans compromis : « Toutes les mesures prises seront irréversibles. »

On sait déjà que la tâche de Papandreou et de son gouvernement ne sera pas simple : « Le 18 octobre, dit-on au Pasok, c'était la joie. Le 19, les ennuis ont commencé. » Comment freiner l'inflation et le chômage ? Tout en luttant contre ces deux fléaux, le gouvernement socialiste tiendra ce qu'il a promis : réforme fiscale, décentralisation, relèvement des bas salaires et des pensions, assainissement de l'administration, « socialisation » de l'industrie et de l'agriculture, expériences d'autogestion, prise en charge effective de la santé et de l'éducation, refonte de la télévision et de la vie culturelle, etc. « On a du pain sur la planche ! Mais, après tout, c'est pour cela que le peuple nous a élus. »

Le peuple grec a choisi le changement, il l'aura : personne n'en doute ; personne n'attend le Pasok au tournant du « social » ; le « contrat de confiance » entre le pays et les socialistes, scellé par un score électoral impressionnant, sera respecté. Intérieurement, Papandreou joue gagnant. Extérieurement, c'est plus problématique. Longtemps, quand il était dans l'opposition, Papandreou s'est fait le héraut pur et dur d'une opinion de « non-alignement ». Non à l'Est et non à l'Ouest. Donc, non à l'Otan, parce que, selon lui, la venue des colonels au pouvoir était « la version américaine de l'invasion de la Tchécoslovaquie par les troupes du pacte de Varsovie ». Et, dans la foulée, non à l'Europe qui, pour l'instant, n'est que « l'Europe des monopoles ». Toutes ces positions, sans les renier, Papandreou les a sérieusement nuancées sinon atténuées pendant la campagne électorale qui l'a conduit jusqu'au pouvoir...

Alors, quelle sera la politique étrangère du nouveau gouvernement socialiste de la Grèce ? Moscou applaudit à l'avance. Washington s'inquiète, mais ne le dit pas. Une chose est sûre : la victoire du Pasok risque de modifier bien des choses en Méditerranée. Papandreou considère que la présence de l'Otan sur le sol grec ne constitue ni une garantie de paix pour son pays ni une assistance sûre. Il n'a pas tort : les Etats-Unis n'ont pas caché que, pour eux, la Grèce constituait, globalement, une tête de pont stratégique dirigée contre « le bloc de l'Est » et que la Crète était leur « porte-avions » en Méditerranée. En fonction de quoi les Grecs ne contrôlent pas leur espace aérien et ne savent pas vraiment à quoi servent les bases américaines (quatre bases principales et huit bases auxiliaires) installées sur leur territoire : cela s'appelle le « plan Rogers » et la droite l'a accepté sans sourciller.

Ulysse est revenu en démocratie

Autres arguments de Papandreou contre l'Otan et les Etats-Unis : dans l'affaire de Chypre, l'Otan a soutenu l'invasion militaire de l'île par les Turcs ; et, récemment, le secrétaire général de l'Otan, Joseph Luns, a repris à son compte certaines revendications territoriales de la Turquie sur les îles grecques de la mer Egée. Le propos a ensuite été démenti et Luns s'est auto-décrété « gaga », mais il ne manque pas d'inquiéter... Dans ces conditions, Papandreou s'est engagé à ouvrir publiquement le dossier « Grèce-Otan » dès la première session du Parlement grec. On pourrait alors s'acheminer vers une solution « à la française » : la Grèce resterait dans l'Alliance atlantique mais quitterait son organisation militaire. Parallèlement, Papandreou réclamerait : la « dénucléarisation » des bases américaines, un droit de regard pour la Grèce sur les activités de ces bases, une application des résolutions de l'O.n.u. sur Chypre (c'est-à-dire le départ des troupes turques).

Bref, Papandreou, c'est certain, va obliger l'Otan et les Etats-Unis à négocier. Il va probablement agir de même avec l'Europe. Logique politique : « Ce n'est pas nous, dit-on au Pasok, qui avons négocié l'entrée de la Grèce dans la Communauté européenne. Il va falloir revoir tout cela et trouver un statut particulier pour notre pays. » Papandreou ne parle déjà plus de référendum sur la question. Il a changé de tactique : il compte sur l'appui de la France... Le vieux Marché commun risque de connaître des moments agités dans les mois à venir !

Jusqu'où ira « l'effet Papandreou » à l'extérieur de la Grèce ? Personne ne peut aujourd'hui en préjuger. A l'intérieur du pays, par contre, rien ne l'arrêtera. Commentaire en forme de fable dans la bouche d'un Grec : « Après une longue Odyssée, Ulysse est revenu en démocratie. Il n'accepterait pas, pas plus que Pénélope, de devoir abandonner ce pays des merveilles. Rien n'est encore fait, mais tout va se faire. Il va bien falloir que les Barbares s'y habituent ! » Même les « Barbares » de l'intérieur ? Même l'armée ? Dimanche dernier, c'est elle qui a assuré tout à fait loyalement le bon déroulement des élections. Même la police ? Dans la nuit de dimanche à lundi, à Athènes, quelques jeunes partisans du Pasok ont brûlé des affiches et des panneaux électoraux de la Nouvelle Démocratie... sous l'œil débonnaire des policiers !

Ulysse, dans la légende d'Homère, après le siège de Troie, n'avait pas mis moins de dix ans avant de retrouver sa patrie. Andreas Papandreou, dans la réalité du XXe siècle, n'aura mis que sept ans à rendre la liberté au peuple grec. Un bon présage, non ? ●



Vous voulez que "l'Unité" se développe ...

Après l'arrêt de « Combat socialiste », « l'Unité » redevient le seul moyen d'expression d'audience nationale du Parti socialiste. C'est dire l'importance du rôle que ce journal va avoir à jouer dans la nouvelle conjoncture politique.

Il le jouera grâce à l'effort de tous. De l'équipe qui le conçoit et le rédige, bien entendu, et qui doit pouvoir disposer de nouveaux moyens pour faire un hebdomadaire plus vivant et plus complet. Nos lecteurs seront tenus informés de nos projets qui prendront forme globalement à la mi-octobre à l'occasion d'une grande opération de relance qui coïncidera elle-même avec le congrès de Valence.

Mais l'effort nécessaire pour redonner une nouvelle dynamique à « l'Unité », nous le demandons aussi à tous nos abonnés, à tous nos lecteurs, à tous nos diffuseurs militants, à tous les adhérents du Parti socialiste. Dès maintenant, chacun doit se sentir mobilisé pour contribuer à l'accroissement rapide de la diffusion du journal par l'apport de nouveaux lecteurs. Que chacun de ceux qui nous lisent fasse un nouvel abonné (nous maintenons pour quelques semaines le prix actuel de l'abonnement mais nous serons bientôt, hélas, obligés de l'augmenter) et nous ferons en quelques semaines un bond en avant spectaculaire.

Le Parti socialiste a gagné au printemps dernier la bataille des élections. Il assume aujourd'hui à tous les niveaux les responsabilités du pouvoir. Il doit avoir désormais un journal à la hauteur de cette immense tâche.

Bulletin d'abonnement à retourner à

l'administration de l'unité 10, rue de Solférino 75007 PARIS

Je soussigné .....

demeurant .....

.....

.....

désire souscrire un abonnement à « l'Unité » :

** abonnement d'un an (230 F)* ☐ ** abonnement de six mois (150 F)* ☐

et vous adresse la somme correspondante

☐ par chèque bancaire ☐ par chèque postal

☐ ou virement au C.c.p. « l'Unité » : 2.34235J.PARIS

Les abonnés arrivés à échéance sont priés de joindre à leur réabonnement la dernière bande d'envoi du journal.

Date Signature

Rédaction : 12, cité Malesherbes 75009 Paris. Tél. : 878.40.73. Administration : 10, rue de Solférino 75007 Paris. - Tél. : 550.34.35. *Directeur :* Claude Estier ; *Rédaction en chef :* Nicole Chaillot, Guy Perrimond ; *Rédaction :* Marie-José Bernardot, Fabian Gastellier, Frédérique de Gravelaine, Michèle Kespi, Jean-Paul Liégeois, Emmanuèle Plas, Paul Leduc, Gilbert Sans. *Secrétariat de rédaction :* Claudine Dervaux (révision), Mauricette Duchemin (maquette) ; *Dessins :* Jean-Pierre Coureuil, Barrigue, Solo, Pym, Bord'clerc, Forcadell ; *Photos :* Pascal Lebrun ; *Publicité :* 12, cité Malesherbes. Tél. : 878.40.73 .
Secrétaire administrative : Jacqueline Daimé ; *Coordination :* Ofres 67, boulevard de Clichy, 75009 Paris. *Imprimerie E.T.C. 76190 Yvetot.*
Société éditrice : S.a.r.l. l'Unité ; *Directeur de la publication : Nicole Chaillot ;* Cadet Photocomposition, 75009 PARIS.

ASIE DU SUD-EST

Amer retour au Vietnam

Le Vietnam est devenu un "pays de l'Est" comme les autres, plutôt pire que les autres, si l'on en croit le témoignage qu'en rapporte une amie de toujours de ce pays en lutte

PAR ANTOINETTE MAUVE

TOUT s'est passé très vite. Peu de gens l'ont remarqué et les autres n'ont pas réagi. C'était sur la grande avenue qui relie Hô-Chi-Minh ville à la ville chinoise de Cholon. Un coolie transportait sur son cyclo-pousse une montagne de pains de maïs. Soudain de nombreux gosses surgirent en même temps des trottoirs encombrés de piétons et le frappèrent à coups de pierres et de cailloux lancés à bout portant. L'assaut fut bref. Le vieil homme s'écroula sur son cyclo-pousse et la meute des gosses affamés — ils avaient entre huit et douze ans — s'enfuit, les bras chargés de pains de maïs.

Les gosses ont envahi Hô-Chi-Minh ville. Il y a d'abord les écoliers, et le soir, à la sortie des classes, on croirait assister à d'impressionnantes manifestations tellement ils sont nombreux à circuler sur les trottoirs. Et puis les autres : moins nombreux, certes, mais une masse quand même surprenante. Enfants d'Américains, cuivrés ou bien trop pâles, « oubliés » dans la tourmente des journées d'avril 1975, et qui dominent de leur taille la ribambelle des petits mendiants vietnamiens, leurs frères. On les rencontre partout. A la périphérie de la ville, fouillant les champs d'ordure, ces derniers vestiges de l'ère d'abondance américaine, à la recherche de tout ce qui est négociable et surtout des sacs d'emballage en matière plastique qui valent aujourd'hui une véritable fortune.

On les rencontre dans les marchés bien sûr mais ils grouillent aussi dans les jardins publics où ils occupent tous les bancs et ne cèdent leur place aux amoureux et autres passants en quête de repos que moyennant quelques pièces de monnaie. Une façon comme une autre d'assurer le bol de soupe quotidien. Les plus dégourdis se faufilent dans la gare de l'ancienne Saigon et s'installent sur les banquettes du « Transvietnamien » avant qu'il ne parte pour Hanoi. Les voyageurs qui montent dans le train doivent là aussi leur donner une grosse pièce s'ils ne veulent pas effectuer debout dans le couloir les 2 000 km du voyage !





Camp de « rééducation » pour prostitués et éducation politique des enfants.

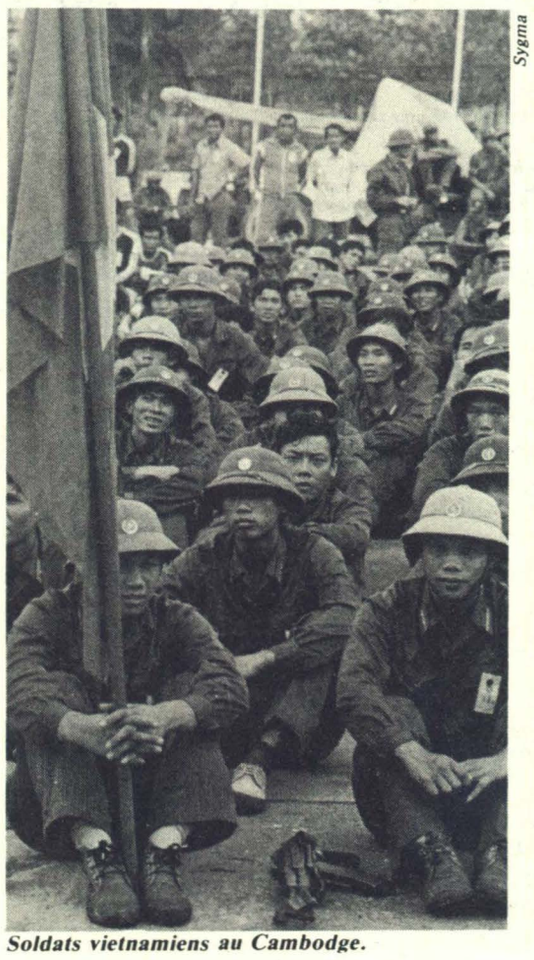




Restaurants en plein air à Hô-Chi-Minh ville.

Quant aux gamins, pourquoi auraient-ils peur d'être pris par les contrôleurs du train à voyager sans billet ? La police rafle en effet régulièrement tous les gosses qui errent autour des marchés de la ville, les enferme dans des wagons, les expédient vers le nord de la province et relâche tous ces mendiants, petit groupe par petit groupe, jusqu'à une centaine de kilomètres de Hô-Chi-Minh ville. Peine perdue ! Quelques semaines plus tard, les mêmes traînent de nouveau dans tous les marchés de l'ancienne capitale du Sud. D'ailleurs que peut-on faire quand on a faim sinon rôder autour des marchés en quête de quelques épluchures ? Si la population de Hô-Chi-Minh ville n'est pas aussi affamée que tous ces miséreux, enfants et adultes, qui sillonnent la ville, elle est néanmoins en état permanent de sous-alimentation. Tout fait défaut. Il faut dépenser des trésors d'imagination et de « dông » (1) pour arriver à se nourrir de façon simplement frugale.

Dans les restaurants populaires ouverts sur la rue, il est banal de voir des gens — qui ne sont pas des mendiants — se précipiter sur les dernières gouttes de soupe que le client aura laissées au fond de son bol. A la terrasse d'un de ces restaurants, des gens



Sygma

Soldats vietnamiens au Cambodge.

achevaient de manger des œufs de canard couvés, un mets très apprécié ici. Un homme s'est avancé vers leur table, a ramassé brutalement les coquilles et s'est enfui en les mangeant. Comment oublier cette image ? Pourtant, au milieu de cette douloureuse pénurie alimentaire, persistent de nombreux fiefs d'abondance.

Restaurants et cafés de luxe fréquentés par trois clientèles bien distinctes : d'une part les restes de l'ancienne bourgeoisie qui n'a pas réussi à quitter le pays et qui, en désespoir de cause, flambe sa fortune au jour le jour ; d'autre part, cette nouvelle caste de privilégiés qu'une expression populaire nomme « les résistants de la 25e heure », arrogants responsables d'îlots, de quartiers ou bureaucrates, tous imbus de leur pouvoir et enrichis par les pots de vin ; enfin, ceux qui s'enrichissent parce qu'un parent réfugié en Occident leur envoie régulièrement un colis de produits précieux. Tissus, médicaments, papier, etc. sont introuvables à Hô-Chi-Minh ville. Trois ou quatre mètres de tissu reçus de l'étranger permettent à celui qui les revend de vivre aisément pendant plusieurs mois.

Ce phénomène qui tend à sortir de la marginalité a des conséquences contradictoires. L'attente passive d'un colis de produits rares n'est pas le meilleur stimulant pour encourager ces bénéficiaires à participer à la reconstruction de leur pays, mais par ailleurs, cette injection artificielle de produits de base empêche le Vietnam de se trouver dans une situation de totale et cruelle pénurie.

Alors que les uns se gavent de plats recherchés et que les autres se serrent toujours un peu plus la ceinture, des camions bourrés de riz s'éloignent sur les routes qui mènent au Cambodge. « Ils nous cassent vraiment les pieds avec cette histoire de Cambodge ! » répondent, évasifs, les Vietnamiens, quand on souhaite aborder avec eux la question de leur encombrant voisin.

Cet été, phénomène exceptionnel depuis des années, la récolte de riz a été bonne. Les Vietnamiens auront donc vraisemblablement un peu plus que le minimum vital. Court répit avant de replonger dans les difficultés ou bien annonce d'un bon départ vers des jours meilleurs ? Il est certes trop tôt pour répondre, mais les « spécialistes » des pays frères qui encadrent les travailleurs vietnamiens ne cessent de se plaindre de l'apathie des travailleurs locaux trop vite épuisés, selon eux, par les tâches qu'ils leur demandent de faire. Comment pourrait-il en être différemment avec de telles rations alimentaires ? C'est une banalité de dire que les Russes ne font pas mystère de leur mépris pour les Vietnamiens et que ces derniers le leur rendent bien. Les Blancs qui s'aventurent dans les quartiers populaires se font inévitablement traités de « liên-xô » (2). Le ton employé et le regard des curieux n'indiquent nulle marque de sympathie à l'égard de l'étranger. On a beau leur expliquer que l'on est « Balan » (3) et que l'on préfère leur parler en anglais, en français ou même en vietnamien, ils nous dévisagent avec suspicion et scandent inlassablement « liên-xô, liên-xô » avec une inquiétante détermination.

« Alors quoi ? Vietnamiens et Russes, on est tous frères, non ? » expliquait en souriant un Soviétique à une jeune fille qui se débattait parce qu'il la serrait dans ses bras après l'avoir embrassée sur la joue. La fille se débattait toujours et, pour ce geste considéré par les Asiatiques comme humiliant, le Soviétique dut entendre toutes les injures que, dans le monde, les vendeuses à la criée peuvent connaître. « Puisqu'on est tous frères, pourquoi tu n'embrasses pas celle-là, hein, espèce de cochon ? » lui lança une vendeuse en désignant du doigt sa collègue qui avait bien soixante-dix ans. Eclats de rire dans le marché. Et le Russe de se sauver en essayant d'éviter les projectiles les plus divers lancés dans sa direction.

Cet exemple est rare. Non pas que les Russes en général soient moins maladroits dans leurs rapports avec les Vietnamiens mais parce que comme tous les « conseillers » des « pays frères », ils vivent complètement à l'écart de la population vietnamienne. Hôtels réservés et dotés d'un confort inexistant dans les maisons traditionnelles, transports assurés par des autocars également réservés, contacts avec les cadres locaux limités aux inévitables relations professionnelles. Les « camarades socialistes » ne font pas le moindre effort pour essayer de comprendre le pays et sa population. Mais ils ne sont pas les seuls responsables de cet isolement. La loi vietnamienne interdit à la population tout contact avec les étrangers présents dans le pays, y compris les « camarades venus des pays frères ». Dans ces conditions, il faut une forte dose de courage pour oser s'adresser dans la rue à des étrangers et un courage proche de l'inconscience pour inviter chez soi ces

mêmes étrangers. Aussi peu de gens s'y risquent-ils !

On rencontre quand même des hors-la-loi : de rares cadres supérieurs du régime, dont le passé de résistant à l'occupation américaine et parfois française les met à l'abri définitivement de tout soupçon, ainsi qu'une poignée d'intellectuels plutôt âgés dont le désir de se confier à autrui est plus fort que la peur de possibles représailles. Ils sont amers ceux qui étouffent de ne pouvoir s'exprimer librement et qui voient en leur interlocuteur étranger comme un ballon d'oxygène providentiel. Amers parce qu'ils ont le sentiment d'avoir été trahis. Ils étaient restés dans le Sud, croyant aux déclarations officielles sur l'autonomie du G.r.p. et la nécessaire mais lointaine réunification du pays.

Amers de ne pouvoir rien faire pour que le régime communiste du Nord ne soit simplement calqué sur le sud du pays. Amers parce que la lecture est une activité surveillée : on vient de supprimer brusquement et définitivement le seul journal— catholique et non officiel — qui gardait une certaine liberté de ton. Le « Tin sang » était, il est vrai, le journal le plus lu dans le pays, y compris par de nombreux cadres communistes qui le préféraient à l'officiel, austère et ennuyeux « Nhan dan ». Amers encore parce que toutes les formes d'expression culturelle sont toujours sévèrement contrôlées.

« Et encore, reconnaît un de ces intellectuels, à Saigon, nous n'avons pas trop à nous plaindre ! » Amers enfin parce qu'en dépit d'améliorations réelles mais minimes (par exemple on ne demande plus l'autorisation de circuler dans le pays, on signale seulement au chef de quartier que l'on part en voyage) ils n'arrivent pas à imaginer leur avenir tant que l'aide extérieure ne sera que celle, trop contraignante, du bloc socialiste.

« Les problèmes auxquels était confronté le Vietnam à la fin de la guerre étaient immenses. Il faudrait que les pays occidentaux non communistes nous aident sincèrement à reconstruire notre pays. On y gagnerait en efficacité et en liberté. » Mon interlocuteur avait combattu le général Thiêu pour que disparaissent la corruption, la prostitution, la misère, l'injustice et l'absence de liberté. Six ans après le départ de l'ancien dictateur, ces fléaux sont mieux implantés que jamais. De plus s'y est ajouté un phénomène que la corruption avait autrefois empêché de voir naître : la bureaucratie. Le patron d'une usine installée dans une bourgade près de Hô-Chi-Minh ville a dû démonter son usine, m'a-t-on raconté, pour la reconstruire n'importe où mais pas dans ce village parce que cet industriel n'habitait pas le village où était installée son entreprise. On tue l'esprit d'initiative.

Le socialisme vietnamien est vraiment, sur bien des points, le frère des socialismes polonais, tchèque ou soviétique. Jusqu'aux oppositions qui se ressemblent. Parce qu'ils sont amers et non désespérés, beaucoup de Vietnamiens ne se résignent pas, même s'ils ne combattent cet univers souvent kafkaien qu'avec la seule arme qu'il leur reste : l'humour. Expressions populaires nouvelles, chansonnettes, devinettes et blagues jaillissent de partout. Parfois elles ne sont d'ailleurs que la simple traduction de celles que l'on raconte dans les « pays de l'Est ». Comme celle concernant le fils du cosmonaute vietnamien à qui un ami demande quand reviendront ses parents, absents de la maison. « Mon père est dans l'espace, répond l'enfant, il sera là demain matin. Ma mère fait la queue pour acheter du riz, et je ne sais pas quand elle reviendra. »

Lorsque je suis arrivé à Hô-Chi-Minh ville, un cadre vietnamien m'avait dit, en ayant l'air de s'excuser : « Tu sais, le socialisme vietnamien, c'est 10 % de socialisme et 90 % de sous-développement. » Si cet ami entendait par socialisme celui que l'on connaît en Pologne ou en Tchécoslovaquie, nul doute que ce pourcentage a considérablement augmenté depuis l'année dernière. Le drame, c'est que le pourcentage de sous-développement, lui aussi, a augmenté ! ●

(1) Piastre.
(2) Soviétique.
(3) Polonais.

LES ENTRETIENS DU JEUDI

29 octobre : Pierre Guidoni, secrétaire national aux Collectivités locales, député de l'Aude.

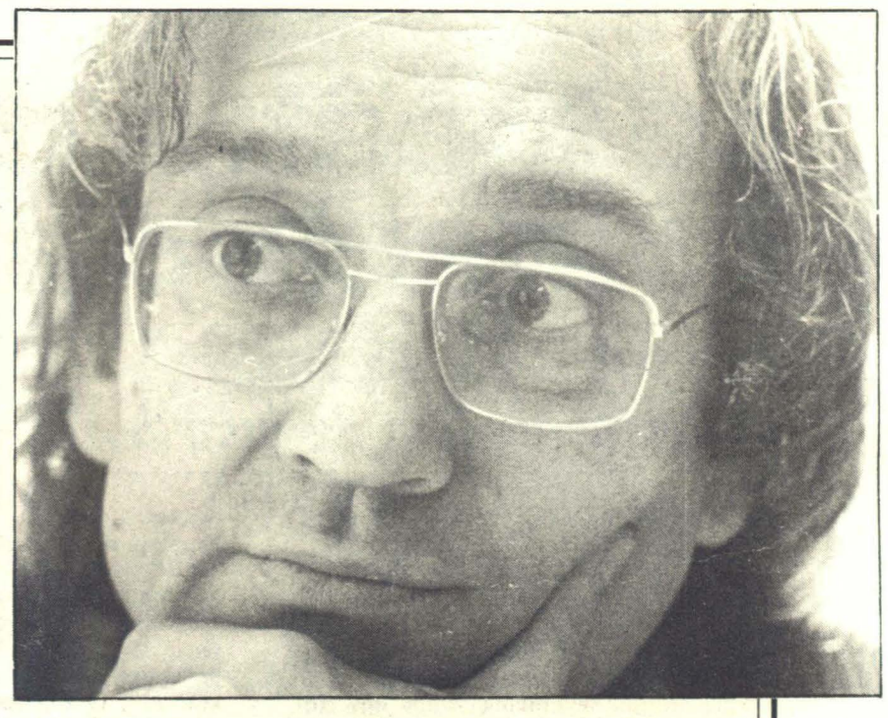
Anne Trégouet, secrétaire nationale adjointe aux Entreprises.

5 novembre : Paul Quilès, secrétaire national à l'Organisation et aux Fédération, député de Paris.

Marie-Noëlle Lienemann, membre du Bureau exécutif, conseiller général de l'Essonne.

La chronique de Max Gallo

Lumières d'octobre



C'était donc le dimanche 18 octobre : Fête de la Rose à Marseille, souvenir du premier "Congrès ouvrier socialiste de France" en octobre 1879... et on votait sur l'autre rive de notre lac, en Grèce

LA Grèce, elle commence ici, à Marseille. Je marchais le long de la Corniche, ce dimanche 18 octobre. Il suffisait de regarder les îles prises dans la lumière immobile de l'automne méditerranéen, d'aller jusqu'à l'horizon vers les hauteurs soulignées d'un trait de calcaire, ces montagnes bleues et blanches qui sont le signe des paysages d'ici, beaux et rudes comme un tableau de Nicolas de Staël, pour imaginer la Grèce. Un texte gravé sur une plaque, scellée dans le sol d'un des quais du Vieux-Port, rappelle que six cents ans avant Jésus-Christ des Grecs ont débarqués sur ce rivage. Mais à quoi bon les mots ? Les pierres, l'humeur, les teintes, tout parle méditerranéen ici. Et la fête de la Rose aussi. Organisée superbement mais sans raideur, avec cette apparente nonchalance qui est le propre des gens du Sud, si trompeuse qu'au Nord on nous accuse de paresse. Mais ne recommençons pas la querelle entre César et Monsieur Brun !

C'était donc le dimanche 18 octobre. Et on votait là-bas, sur l'autre rive de notre lac, en Grèce. Nous étions trop pris par la fête pour, à chaque instant, penser à ce qui se décidait dans cette « contrée mère » qui avait tant payé depuis des siècles pour conquérir indépendance et liberté. Hier encore régnaient les colonels.

Autour de nous la foule, celle des fêtes populaires, venue pour se reconnaître, se distraire, s'affirmer et participer. 40 % de plus d'entrées, me dit-on. Quarante-sept écrivains — d'Hervé Bazin à Michel Tournier et Anthony Burgess —, des débats qui font salle comble.

Je sens comme une avidité joyeuse pour écouter, lire, voir, mais surtout dire. Exprimer ce « refoulé » d'un quart de siècle. Les questions venues de la salle sont toujours précises. Une exigence de vérité affleure. On ne parle pas pour parler. On informe, on propose. La parole est lourde d'expérience, de réflexion et en même temps de modestie. « La politique, pour moi, a dit Georgina Dufoix lors d'un débat sur la solitude, ce sont aussi les détails qui changent la vie quotidienne. » On l'applaudit.

Dehors la fête, ses odeurs de sucre et d'amandes, les éclats des fanfares, avant que ne commence le meeting de Jospin. Dehors Marseille. Ici le socialisme est chez lui. Non pas seulement parce qu'il y a celui qu'on n'appelle que « Gaston », ou bien parce que le président du Conseil régional est un socialiste, Michel Pezet. Et qu'on rencontre ces militants qui depuis les stands vous interpellent. Mais parce que l'humus à Marseille est riche de tradition. Après tout la ville a coiffé la France du bonnet phrygien de la « Marseillaise ». Ce n'est pas si mal. Il y a plus proche de nous. Un 23 octobre 1879 — un anniversaire pour Valence — se réunit à Marseille le troisième congrès ouvrier : celui que Guesde appela « l'immortel congrès » car il décide, pour la première fois, de s'appeler « Congrès ouvrier socialiste de France ». Et la plupart des historiens en font l'acte de naissance de l'organisation socialiste, même s'il devait être suivi de bien des divisions et des ruptures.

J'AI retrouvé quelques-une des devises qui ornaient le congrès. Comment ne pas découvrir la filiation, de ce congrès de Marseille à un autre, un siècle plus tard ? On pouvait lire à Marseille sur les banderoles : « Liberté, Egalité, Solidarité — Pas de devoirs sans droits — Pas de droits sans devoirs — La terre au paysan, l'outil à l'ouvrier, le travail pour tous — Science, paix, union, justice ». Et le congrès, à la majorité, se prononce pour la « nationalisation » des capitaux, des mines, des chemins de fer qui seraient ensuite remis aux travailleurs.

Il réclame « la collectivité du sol, du sous-sol, des instruments de travail, des matières premières données à tous et rendus inaliénables par la société à laquelle ils doivent retourner ». On mesure à de tels textes à la fois la profondeur de l'enracinement des propositions que nous faisons aujourd'hui et le temps qu'il faut — un siècle — pour qu'elles puissent être retenues, démocratiquement, par la majorité du pays. Les débats de la gauche sont d'ailleurs déjà présents dans ce congrès d'hier, à Marseille. Un orateur y rappelle que « la liberté est la condition indispensable du progrès » ; une résolution — des anciens de la Commune —, que la conquête du pouvoir politique est indispensable.

Il était bon, en 1981, en un mois d'octobre commémoratif de « l'immortel congrès » de 1879, de se trouver à Marseille. De se souvenir aussi qu'il y a un siècle exactement, aux élections de 1881, moins de un pour cent des électeurs français votait socialiste. La fédération du Parti des travailleurs socialistes de France qui s'est lancée dans la bataille électorale n'a fait élire qu'un seul député. Où ? A Marseille. Et c'est le poète Clovis Hugues, qui avait participé à la Commune de Marseille en 1870-71.

UN siècle pour passer de cet unique et premier député socialiste de Marseille à la majorité nationale d'aujourd'hui. Cette lente sédimentation des idées et des expériences — mais la durée est brève aussi à l'échelle de l'Histoire — il faudrait en avoir conscience à chaque instant. Ceux qui avec une impatience un peu fébrile poussent des « cris de colère », comme si quelques mois suffisaient à faire naître ce qu'un siècle a porté, ne pourraient-ils se souvenir, puisqu'ils évoquent la fin du XIXe siècle et l'époque du syndicalisme révolutionnaire, le temps nécessaire au changement. Cela ne fait pas seulement vingt-trois ans qu'on attend. Mais un siècle. Au moins. Bien sûr, il ne faut pas s'autocensurer sous prétexte que l'enjeu est historique.

Mieux vaut le cri de colère autonome que la passivité enrégimentée. On sait, depuis presqu'un siècle aussi, où elle conduit. Mais à entendre et lire certains on imaginerait que la France depuis le mois de juin vit en régime de parti unique. Que l'information y est contrôlée. Que l'économie et la société toute entières y sont soumises au pouvoir d'Etat. Que pas un rouage n'échappe au Pouvoir. Avec cette vision fantasmatique on comprend que certains veuillent se grimer avec les moustaches de Lech Walesa, d'autres se présenter comme dissidents et certains agiter au bout de leurs doigts des fantômes inquiétants. C'est à qui reconnaîtra dans tel militant le futur Staline — cela a été écrit la semaine dernière — ou dans telle résolution un putsch que même Lénine n'eût pas osé ! Diable ! A croire que l'on vit dans un régime totalitaire ou bien dans une atmosphère de guerre civile. Je ne vois, pour ma part, ni police secrète ni train blindé mais une lutte politique complexe et en tout point originale si l'on se réfère précisément aux expériences historiques, aux longs débats des Congrès qui ont jalonné l'histoire du mouvement socialiste.

Les institutions conçues pour écraser la gauche se sont retournées contre le droite. Elles avaient pour but de favoriser la dépolitisation, en écartant les partis qui, par origine, sont l'organisation type des forces de gauche. Et nous voilà, au contraire, avec un Parti socialiste qui n'a jamais été aussi puissant. Mariant le fait présidentiel avec la tradition séculaire socialiste. Et cela dans une société dont le niveau politique est, il me semble, le plus élevé qu'elle ait connu.

Est-ce ce rapport de force si nouveau, cette configuration si inédite qui font oublier à certains l'adversaire replié dans ces bastions économiques et financiers, dans ces couches sociales — minoritaires mais influentes — qui vont être atteintes par la nouvelle politique ? Est-ce notre succès qui dissimule les résistances à tous les niveaux de décision — dans le monde bancaire ou l'administration ?

Refeuilletant à Marseille, au cœur de la fête, quelques pages de notre histoire, je mesurais le rôle essentiel, pour la durée, pour la mise en œuvre et la transmission d'une expérience d'un Parti socialiste aux options claires et riche de plusieurs sensibilités. Ralliant, comme on disait au Ve Congrès ouvrier et socialiste (Reims, 30 octobre 1881) autour d'un « programme unique sur tous les points du territoire, toutes les forces ouvrières ». L'histoire n'est pas toujours archaïque.

Les socialistes venaient aussi de gagner en Grèce, ce dix-huit octobre 1981. ●

TEP

Le théâtre des courants d'air

Laissera-t-on s'écrouler la dernière salle de quartier ?

PAR FABIAN GASTELLIER

AU Théâtre de l'Est parisien (Tep), dans le XXe arrondissement de Paris, vous pouvez assister à un spectacle, recevoir quelques gouttes d'eau, comme ça, sur le crâne et vous dire que, décidément, les mises en scène modernes sont de plus en plus audacieuses puisqu'elles intègrent ou reconstituent les éléments cosmiques. Fausse route. Pas du tout prévue par le metteur en scène, cette légère ondée intra muros : elle est tout simplement dues au fait qu'il pleut dans la salle lorsqu'il pleut dans la rue parce que le Tep est en gruyère plein de trous et de courants d'air.

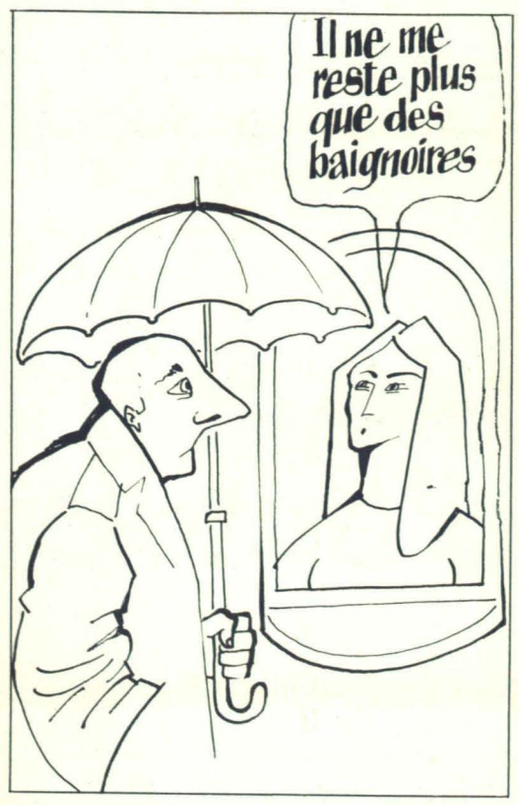
On peut en rire. On peut aussi être étonné, se poser des questions et s'indigner de cet état de fait. Pour constater les dégâts, un coup d'œil rapide suffit : une salle ancienne, à l'acoustique approximative (les quinze premiers rangs sont corrects, au-delà on est prié d'apporter son sonotone) et à la visibilité médiocre ; un rapport salle/scène particulièrement mauvais, un plateau malcommode pâtissant de l'absence de cîntres et de dégagements, et des loges inexistantes, véritables antichambres de la grippe. Ne parlons même pas de la partie administrative du théâtre où l'exiguïté des bureaux est telle que la direction et les employés sont souvent amenés à travailler les uns sur les autres lorsqu'ils ne sont pas carrément obligés de se couper du reste du théâtre en trouvant refuge dans des locaux annexes.

Les conséquences de ce délabrement frappent tout le monde en général, depuis les acteurs condamnés à s'enrhumer et à paraître inaudibles jusqu'aux metteurs en scène forcés de composer avec le plateau défaillant et, donc, de rogner souvent sur leurs idées pour obéir aux diktats du lieu. Mais elles frappent surtout les spectateurs qui, après s'être déplacés et avoir payé le prix de leur billet, ne se retrouvent pas accueillis dans une salle décente, répondant à ce qu'ils sont en droit d'attendre d'un centre public. Des spectateurs venus, pour la plupart, du quartier même, particulièrement fidèles (on trouve, au Tep, un « conseil du public » qui entretient d'étroits rapports avec l'administration, tant sur la programmation que sur la gestion de la maison), mais qui n'apprécient pas — et on les comprend — d'être pris pour du bétail que l'on peut parquer n'importe où dans n'importe quelles conditions...

Cela, le public, l'administration, la direction, le personnel et les comédiens l'ont fait savoir à voix haute depuis longtemps déjà.

Le Tep, théâtre d'implantation comme il n'en existe plus beaucoup, théâtre qui a une réelle existence et le prouve spectacle après spectacle (70 % de fréquentation pour la grande salle de neuf cents places, ce n'est pas mal !), est un grand malade. Plus : un agonisant qu'il convient de soigner au plus vite. Pour toute réponse à ces S.o.s., jusqu'à présent, de longues valses-hésitations, quelques espérances vite mises en faillite et pas mal de sourdes oreilles et de murs du silence.

Car le problème n'est pas neuf. La légitime litanie du Tep traîne sur les bureaux du ministère de la Culture depuis la création même du théâtre, en 1963. A l'époque, André Malraux avait choisi de donner à Guy Rétoré ainsi qu'à sa troupe un lieu où se poser « provisoirement » (l'adjectif est de l'auteur !). Il s'agissait, rue Malte-Brun, d'un vieux cinéma désaffecté reposant sur 1 600 m² et n'offrant guère les meilleurs conditions pour un travail théâtral suivi. Après un léger bricolage (création d'une scène, quand même !), ce n'était qu'un pis-aller en attendant mieux ou bien en attendant ailleurs. Mais point de déménagement à l'horizon (il se révéla impossible de trouver une autre surface à aménager) et le Tep resta où il était, devenant certes Théâtre national grâce à Jacques Duhamel, mais demeurant une salle bancale, inadaptée à sa fonction.



Après le départ de Jacques Duhamel, en 1973 — soit au bout de dix années d'existence boîteuse qui avaient pourtant trouvé audience —, une tapisserie compliquée de déclarations d'intentions, de promesses et de désavœux recouvrit peu à peu les doléances du malade : « En six années, explique Emmanuel de Véricourt, directeur délégué du théâtre, on nous a lentement abandonnés en prétendant ne jamais quitter nos revendications de vue. Situation aberrante : on a multiplié de coûteuses études de transformation qui auraient dû être confiées à différentes équipes d'architectes afin de développer un projet, mais ces dépenses d'argent répétées n'ont jamais débouché sur quoi que ce soit. En plus, malgré la preuve par la fréquentation de nos salles que ce théâtre marchait, les pouvoirs publics ont complètement laissé couler notre budget de création. Nous sommes face à un double problème, d'argent et de lieu, mais il est certain que, sans une amélioration radicale du lieu, plus rien n'est possible au Tep. »

Côté création, les affaires vont aujourd'hui mieux : le budget 1982 connaîtra sur l'année d'avant une augmentation de 21,6 % — ce qui, loin d'être le Pérou, remettra tout juste le Tep au niveau de fonctionnement qui était le sien en 1978. On mesure, de ce fait, la plongée subie ces trois dernières années. Côté reconstruction, en revanche... « On tourne en rond, précise encore Emmanuel de Véricourt. C'est une véritable leçon de rumba : deux pas en avant, un pas en arrière. Pendant tous ces atermoiements, nous dépensons personnellement un argent fou pour l'entretien difficile d'un lieu où tout s'écroule, où l'eau s'infiltre, etc. Nous posons une question simple et ne recevons pas de réponse. Pourtant, depuis vingt ans aujourd'hui que la reconstruction du Tep pointe, de ministre en ministre, le bout de son nez, on devrait être prioritaire ! »

Prioritaire, le Tep a bien cru l'être en 1978 lorsque Jean-Philippe Lecat déclara devant l'Assemblée nationale que cette affaire était d'une urgence extrême et qu'il s'agissait là de « l'engagement, cette fois irréversible, de la construction du Théâtre de l'Est parisien, plutôt que de sa reconstruction, compte tenu de la pauvreté des locaux actuels ». Le langage du ministre d'alors semblait clair et net : on allait démolir et rebâtir — ce qui était et demeure la seule chose à faire car il est hors de question de penser améliorer petit bout par petit bout la vieille baraque. L'époque était bien choisie : la commission de sécurité venait tout juste de refuser une prolongation aux multiples dérogations qu'elle avait bien voulu accorder à ce lieu estimé dangereux. Le montant des travaux s'élevait à l'époque à 65 millions de francs. Les souhaits de Guy Rétoré n'avaient rien d'audacieux, de démesuré, de sophistiqué. Il ne voulait pas d'un objet de luxe compliqué, mais désirait — et désire toujours — simplement avoir les moyens de travailler dans une salle accueillante, commode, permettant une certaine imagination théâtrale impensable à l'heure actuelle. Ce désir esthétique se complétait du désir de devenir plus rentable : avec une salle mieux adaptée, le théâtre pourrait, sur un budget inchangé, programmer deux fois plus de spectacles, soit en pratiquant l'alternance, impossible pour le moment, soit en ouvrant de nouveaux horaires et en y montant d'autres spectacles.

Et puis, et puis, et puis... En un stupéfiant volte-face qui tenait de la haute prouesse chorégraphique, Jean-Philippe Lecat revint sur ses positions. Pas vraiment officiellement, mais le résultat était le même : un nouvel abandon du Tep au profit d'autres choix. Car on vit fleurir, à la date où le Théâtre de l'Est parisien aurait pu se faire peau neuve, une foultitude d'autres liftings : l'Opéra de Paris recevait de l'argent pour quelques travaux, la Comédie-Française améliorait sa salle, Marcel Maréchal s'installait à la Criée de Marseille... Vous avez dit bizarre ? Non : le vrai débat est celui-là. Comme le budget du ministère n'est pas infini, il convient de faire des choix. Et le prestige — qu'il se niche dans les dorures de l'Opéra ou dans la décentralisation — l'a emporté sur la vie d'un simple théâtre de quartier. De quartier populaire et pas si riche, qui plus est... Une gifle politique et sociale, voilà ce que fut le choix du précédent gouvernement.

Aujourd'hui, les hommes ont changé. Les idées aussi. Alors ? Quoi de neuf ? Jack Lang, qui s'était longtemps battu au nom du Parti socialiste en faveur du Tep est à présent ministre. Certes, il a décidé de procéder à des travaux et a même débloqué des crédits pour aménager en théâtre la simple salle de répétitions, afin que le Tep ne disparaisse pas de la vie théâtrale française le temps de sa cure de jeunesse. Bons signes. Mais signes encore ambigus : « Jack Lang nous a parlé de travaux sans nous préciser la nature de ces travaux, explique Emmanuel de Véricourt. Or, il y a trois scénarios envisageables : ou bien il s'agit simplement de répondre aux urgences de la commission de sécurité, ce qui représente une fortune pour une situation artistique inchangée ; ou bien il s'agit d'opter pour un projet architectural moins coûteux que celui existant aujourd'hui et cela signifierait que le ministère Lang retourne en arrière par rapport aux promesses des ministères précédents ; ou bien, enfin, il s'agit de la totale reconstruction. Entre ces trois horizons, pour le moment, on nage. Lang a fait dire qu'il souhaiterait une invervention de la Ville de Paris. Nous y avions déjà pensé : c'est irréalisable. La Ville de Paris ne se mêlera jamais d'un théâtre national. Si ce souhait est une condition que Lang met à la restructuration du Tep, il n'y aura jamais de solution. »

Il en faudra pourtant une. On peut penser des productions du Tep et de la direction de Guy Rétoré ce que l'on veut. On peut le critiquer dans ses choix esthétiques mais il faut au moins avouer qu'il a réussi à implanter un lieu culturel dans un secteur de Paris particulièrement défavorisé sur ce plan. Et que son entreprise fonctionne. Choisir la reconstruction de ce théâtre, c'est reconnaître un public particulier, et son droit légitime à la culture en général et à l'art dramatique en particulier ; c'est encourager une action sociale. Il serait étrange, insupportable même, que le Tep soit immolé sur l'autel des grands phares parisiens comme la Comédie-Française ou sur celui de la décentralisation. ●

FRANÇOIS MITTERRAND
10 MAI 1981

AFIN DE COMMÉMORER CETTE VICTOIRE
SOUSCRIVEZ DÈS AUJOURD'HUI
POUR RECEVOIR :

L'ASSIETTE SOUVENIR



Assiette décorative porcelaine
décor 9 couleurs d'après un dessin original de LEE M.S.

TITRE PERSONNEL DE PAIEMENT — Modèle déposé

Nom :
Prénoms :
Adresse :
Code postal :
Désire recevoir (quantité)
Montant du règlement joint à la souscription
Chèque bancaire ☐ C.C.P. ☐ Mandat ☐

Prix de souscription : 100 F L'ASSIETTE
(frais d'emballage et d'expédition compris)
DATE :
SIGNATURE :

PAIEMENT A L'ORDRE DE : FRANCE GRAPHIC MARKETING, B.P. 308-75828 PARIS CEDEX 17

FESTIVAL DE NANCY

U.s. Go home!

Spectacles de patronage, redites et bavardages... le festival de Nancy 1981 offre une image monotone de l'Amérique

PAR FABIAN GASTELLIER

« SORRY, could you tell me where's the Cathedral ? » Santiags un peu usées, jeans délavés, bon vieux feutre d'éternel cow-boy « so far away from his home » ou perruque hirsute aux couleurs de l'arc-en-ciel, les touristes égarés place Stanislas s'étaient fait toutes les têtes possibles de l'Oncle Sam. Touristes ? Pas seulement. Artistes, également : danseurs, metteurs en scène, comédiens, chanteurs — en bref les invités de Françoise Kourilsky, nouvelle directrice du Festival mondial de théâtre de Nancy, inventé jadis par Jack Lang et dont la programma-

tion 1981 était intégralement consacrée à la culture américaine sous toutes ses formes d'expression.

D'où un kaléidoscope impressionnant dans lequel le théâtre en tant que tel disparaît. Il en va d'ailleurs de même pour chaque type de langage artistique. L'éclatement américain, le brassage des styles annulent toute classification ; toute dénomination spécifique. Les spectacles n'ont plus de colonne vertébrale et refusent de se laisser ranger sous une seule et unique étiquette. Ils se veulent multiples et empruntent allègrement à tous les genres. Comédie musicale, gospel, cinéma, vidéo, danse, rock : on ne connaît plus là de frontières et ce sont à des « performances » hybrides que l'on assiste, soirée après soirée.

Nancy nous a depuis toujours habitués à cela : à la nouveauté, au pas en avant, à l'étonnement. Dans les mains de Jack Lang, ce fut une manifestation carrefour, une véritable fourmilière artistique où toutes les cultures du monde entier se côtoyaient, se mêlaient, se frottaient les unes aux autres. Le formidable choc de Nancy, ce fut la multiplicité des langages ; les mille visages de l'univers pris dans un seul miroir. Une sorte de Théâtre des Nations en moins sage, en moins classique et plus explosif qui nous permit de voir, de comprendre et d'assimiler les chemins, les divergences, les ressemblances de nos voisins proches et éloignés. La vraie vie de Nancy tenait dans ce brassage d'expressions diverses ; dans sa volonté d'être un festival international.

Françoise Kourilsky reprend aujourd'hui un héritage lourd à porter : Nancy, année après année, découverte après découverte, est devenu un mythe et il est loin d'être simple de se trouver confronté à un mythe. En plus, la personnalité propre de Jack Lang s'est imprimée si fort dans l'idée même de ce festival qu'il n'est pas facile de prendre sa succession et de tourner la page.

Cette page, Françoise Kourilsky a décidé de la tourner en abandonnant la notion de rencontre internationale au profit d'un regard sur la seule Amérique — pays qu'elle connaît à fond pour y avoir travaillé et vécu durant huit années. Son désir était « d'interroger les U.s.a. » ; de « confronter l'avant-garde avec les traditions » afin de nous donner un panorama complet, allant des racines profondes d'un peuple jusqu'à la révolution punk. Bien que réductrice (plus qu'une seule ligne d'horizon à contempler), l'idée de sonder ainsi de fond en comble un pays était séduisante. On nous reproche tellement de croire tout savoir alors que l'on a seulement effleuré du doigt l'objet à connaître ! Mais les Etats-Unis constituaient-ils le choix le plus intelligent, le plus à propos ? Quoi qu'en dise Françoise Kourilsky, nous connaissons l'Amérique. Peut-être pas totalement, mais bien plus que d'autres pays, en tous cas. Le cinéma nous a déjà parlé de son histoire, de ses bouleversements. La musique nous a communiqué ses révoltes, ses fièvres, ses interrogations. La littérature et le théâtre

Karol Armitage.



Enguerand

enfin sont venus jusqu'à nous pour nous faire entendre les voix du passé, de la tradition et des minorités ethniques. Quant à l'avant-garde, le festival de Nancy lui-même nous l'a fait découvrir. C'est en Lorraine, déjà, que le Bread and Puppet theatre, les travaux de Merdith Monk et l'esthétisme glacé de Bob Wilson — trois des explosions décisives de la récente Amérique — nous ont été offerts...

Découverte pour découverte, le Festival d'Automne à Paris nous apporte plus avec sa programmation de spectacles venus de l'Inde que Nancy avec ses folies yankee...

Folies ! Si, encore, on avait pu sentir souffler un vent neuf, différent ! Mais les U.s.a. nancéens n'ont pas offert grand-chose de profondément original ! Monotone, répétitive, cette Amérique-là paraît balbutier sans avancer. Passons sur les spectacles de patronage signés par la « Family » (une troupe bien sympathique, portant ses travaux à l'intérieur des prisons) qui proposaient, entre autres, un Tchékhov — « la Demande en mariage » — sous forme de comédie musicale. Passons sur l'intarissable conteur noir John O'Neal, distillant des heures durant une complainte sans fin sur la dure vie dans le sud du Mississipi. Passons sur « Homeostasis », laborieux bavardage sur les douleurs du monde (méfiez-vous, ces deux heures d'ennui signées par le peintre Emilio Cruz viennent prochainement au théâtre de Nanterre). Passons sur les danseuses se ressemblant comme des sœurs et n'offrant rien de bien captivant lorsqu'on connaît Twyla Tharp ou Carolyn Carlson. Passons sur Ned Sublette et ses adorables sexagénaires gratouillant leur banjo pour nous susurrer les « plaines du far-west quand vient la nuit »... Triste panorama.

Deux spectacles étaient, dans ce langage rapide du bouche à oreilles, qualifiés « quatre étoiles ». Il est vrai qu'au royaume des aveugles... Mais quand même c'était vrai. Karol Armitage, danseuse disciple de Merce Cunningham, réussit son spectacle de rocker punk « Drastic Classicism ». Elle possède une réelle violence, une intelligente maîtrise de l'espace. Mais pourquoi nous proposer une sono traumatisante nous obligeant à adopter des boules Quiès si nous ne voulons pas devenir sourds ? Cela ne sert pas à grand-chose, d'autant que la musique composée par Rhys Chatham n'ira pas au Panthéon des inventions du XXe siècle...

Le second pôle d'attraction, « Fear and Loathing in Gotham », un travail inspiré par le thème de « M le Maudit » que signe le Chinois new-yorkais Ping Chong possède une authentique poésie (d'admirables scènes d'ombres chinoises) et n'est pas dépourvu d'humour. Malgré cela, cette courte rêverie manque de force, de violence et ne réussit pas à convaincre totalement.

Dans ce mois d'octobre frileux, les festivaliers allaient et venaient, un peu désenchantés. Nancy morne plaine ! D'où vient ce ratage, cette impression de vide ? Ou bien Françoise Kourilsky n'a pas eu le temps (neuf mois seulement) et l'argent (un léger budget de 2,5 millions, soit cinq fois moins qu'Avignon) pour établir un choix solide, ou bien elle n'avait pas d'autres choix possibles et il faut convenir, dans ce cas, que l'Amérique n'a, pour le moment, plus rien à nous dire. Dans ce cas, il eût été préférable de nous proposer une autre culture...

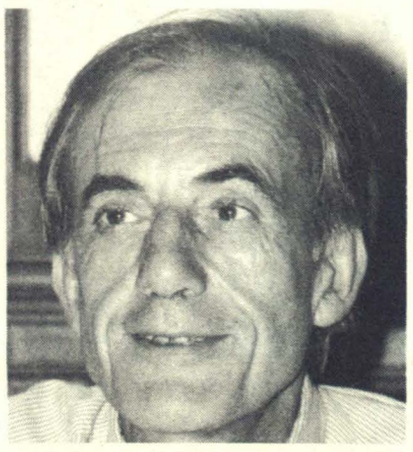
Nancy 1981, reconnaissons-le, est un festival charnière qui se cherche un second souffle. Il le trouvera peut-être dans un an ; il ne le trouvera peut-être jamais, car ce qui est né d'une explosion de folie ne peut guère rimer avec l'éternité. Nancy, ce soufflé d'inventions en tous genres, pouvait-il se perpétuer sans retomber à plat ? Ce n'est pas si sûr. Mais, il est certain qu'un tel festival ne peut se permettre de se répéter : on ne déplace pas les gens pour leur offrir du déjà vu. La vocation de ce festival international était d'aller débusquer la nouveauté là où elle se cachait. Pour aujourd'hui, ce n'est visiblement pas sous les plages de l'Amérique. Nancy 1981 ? Une erreur de parcours ou bien la fin d'une époque. L'avenir le dira. ●

N.B. : « Drastic Classicism » de Karol Armitage vient à Paris au centre Georges-Pompidou, du 26 octobre au 1er novembre et « Fear and Loathing in Gotham » de Ping Chong vient au théâtre de Nanterre, du 10 au 15 novembre.

Pour une politique du livre et de la lecture

PAR BERNARD PINGAUD

président de la Commission du livre



DEUX remarques d'abord : le rapport que j'ai remis, au début de ce mois, au ministre de la Culture n'engage en aucune façon le gouvernement. Cela va de soi, mais il était peut-être utile de le souligner. D'autre part, il s'agit d'un rapport provisoire et incomplet. Notre mission consistait, dans un premier temps, à recenser une série de mesures « urgentes et prioritaires susceptibles d'être prises immédiatement dans les domaines réglementaires et budgétaires ». Nous en proposons cinquante-cinq, de nature et d'importance fort diverses. Mais il nous a semblé que ces propositions risquaient d'être mal comprises si nous ne définissions pas le cadre dans lequel elles devaient se situer. C'est pourquoi ce premier rapport s'ouvre par une analyse d'ensemble sur les différents secteurs relevant de notre compétence : la création, l'édition, la distribution, la librairie, les bibliothèques publiques et privées, l'action culturelle autour du livre. Bien que nous ayons multiplié les réunions et les consultations, allant jusqu'à organiser deux colloques en province (Marseille et Lyon), il ne pouvait être question, en quelques semaines, de formuler sur des problèmes aussi divers des jugements exhaustifs et définitifs. La Commission sait qu'il lui reste beaucoup de pain sur la planche...

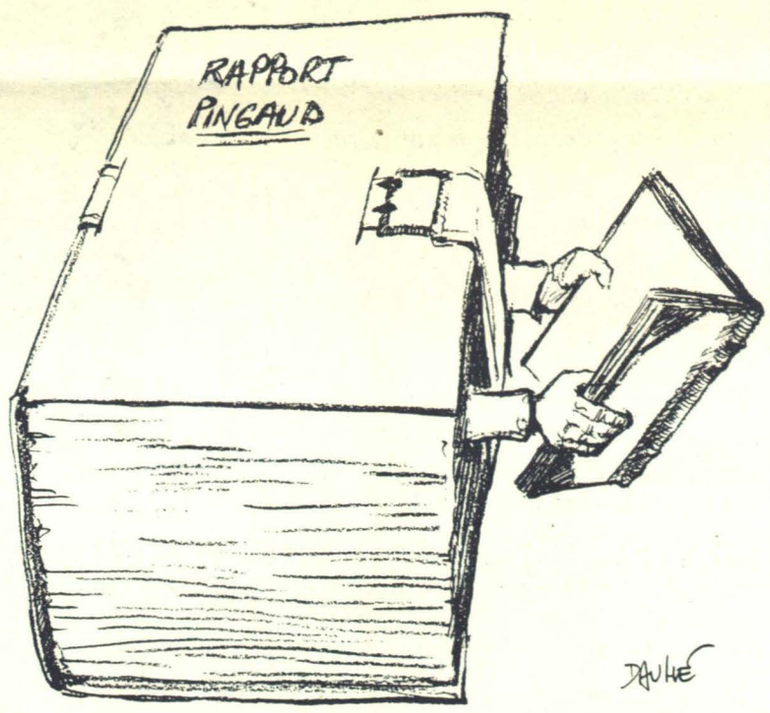
Nous nous sommes montrés très prudents — et certains le déplorent déjà — sur la distribution. C'est là, chacun le sait, le point le plus épineux du dossier. Depuis une dizaine d'années, on a vu se développer trois ou quatre grands réseaux qui regroupent la majorité des éditeurs. Deux de ces réseaux au moins connaissent de graves difficultés : Hachette avoue sept milliards de déficit sur son centre géant de Maurepas et ses centres régionaux de distribution du livre (C.r.d.l.) en 1980. Et pourtant les petits éditeurs se plaignent à juste titre d'être mal diffusés et distribués. Et pourtant les éditeurs se plaignent que les frais de distribution occupent une place de plus en plus importante dans le prix du livre (53 à 55 %). Et pourtant les libraires et les clients se plaignent que les livres arrivent mal, que les frais de transport sont trop élevés, que le transport lui-même dure trop longtemps (quinze jours, parfois trois semaines, pour obtenir un livre en province). Nous demandons ici un peu de patience : si l'on veut que la Commission fasse sur la distribution des propositions réalistes (qui pourraient être aussi des propositions audacieuses), il faut lui laisser le temps de les étudier à fond.

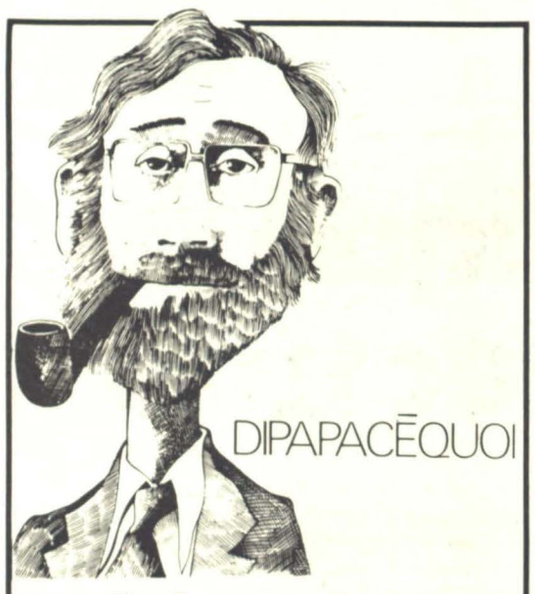
De même, nous devrons, dans les semaines qui viennent, pousser beaucoup plus loin que nous n'avons pu le faire encore la réflexion sur le rôle des bibliothèques, sur l'organisation du réseau de la lecture publique, sur la formation et le statut du bibliothécaire, et plus généralement sur une politique méthodique de la lecture qui doit à l'évidence s'appuyer sur les bibliothèques — et en particulier sur les bibliothèques d'entreprises trop longtemps négligées — mais qui les déborde largement.

Deux idées au fond nous guident : d'un côté, dans la foulée du prix unique du livre, multiplier les actions de « contrepoids » pour opposer à la logique économique à court terme qui commande aujourd'hui l'édition et la distribution une logique « culturelle » favorable à la publication d'ouvrages à tirage initial faible, lente, ces ouvrages qui créent peu à peu leur public et qui sont (souvent, pas toujours, bien sûr) les classiques littéraires de demain. De l'autre, développer à travers l'école les divers types de bibliothèques, les établissements d'action culturelle, les associations, une action en faveur de la lecture qui mette en évidence le caractère irremplaçable du livre pour la formation culturelle de chacun. Il y a péril : plus graves encore, peut-être, que l'évolution de l'édition signalée plus haut, sont les signes multiples qui apparaissent aujourd'hui d'une crise de la lecture, d'un rejet du livre, particulièrement dans les jeunes générations.

Ces deux politiques, celle du livre et celle de la lecture, doivent être menées simultanément et de façon coordonnée. Chacune trouve son sens dans l'autre. Il est donc urgent de donner enfin à la Direction du livre et de la lecture les moyens et l'autorité dont elle a besoin pour assumer pleinement sa tâche. Le livre, parce qu'il ne se donne pas en spectacle, parce qu'il ne crée pas l'événement, est resté depuis trop longtemps le parent pauvre de la culture. Nous voulons le replacer au premier plan de la politique culturelle, et c'est la raison pour laquelle nous proposons de créer dans plusieurs départements des maisons de la culture et du livre : établissements d'action culturelle d'un type nouveau qui seraient organisés non plus autour d'une salle de spectacle, mais autour d'une bibliothèque centre de documentation « multi-médias » et qui mènerait l'essentiel de son action à partir du livre. Les mesures prises par le gouvernement de la gauche depuis son installation (loi sur le prix unique, augmentation massive des crédits des lectures publiques) prouvent que cette perspective est aussi la sienne. Nous avons donc bon espoir d'être entendus quand, à la fin de l'année, nous déposerons nos conclusions définitives. Dès à présent, puisque le gouvernement (et je l'en remercie vivement) a accepté la divulgation de notre rapport, nous comptons sur tous ceux qui auront lu le texte pour nous faire part de leurs observations et de leurs critiques : plus la consultation sera large, plus nous aurons une chance d'atteindre la cible.

Un dernier mot : on nous a reproché de multiplier les aides et les subventions à la charge de l'Etat. C'était pourtant, je l'ai rappelé, l'objet de ce premier travail que de proposer des mesures à l'échelon gouvernemental. Au surplus, il ne faut pas en exagérer le coût : les aides à la création et à l'édition relèvent du C.n.l., qui dispose de ressources financières propres ; quant à la lecture publique, c'est en tout état de cause à l'Etat et aux communes d'en assumer la charge. Cela dit, il est vrai qu'à nous lire on pourrait croire que les pouvoirs publics suffiront à tout. Ce n'est pas notre opinion, et peut-être aurions-nous dû le dire d'emblée plus nettement : le sort du livre et de la lecture dépend, dans une large mesure, de l'aide que leur apportera la collectivité publique. Mais il dépend d'abord des efforts que les professionnels (écrivains, éditeurs, libraires, bibliothécaires) sauront faire pour se sauver eux-mêmes. Nous aurons l'occasion par la suite de le montrer.





l'objectivité

par Piem

LE père avait assis son fils sur le parapet. Il le tenait bien serré car l'enfant se penchait dangereusement afin de mieux voir couler l'eau sous le pont.

Il en était passé des cubes et des mètres cubes depuis leur dernière conversation, tant et tant que le courant s'en était renversé et remontait maintenant vers sa source.

Comme les mots aussi avaient changé de sens, l'enfant de nouveau interrogea son père.

— Quoicépapadi ? papaquoidicé ? quoidipapacé ? Le père caressa (tendrement) la tête (bouclée) de son fils afin de ramener le calme dans son esprit.

— Di papa cé quoi ?...

La machine se remettait péniblement en route ; voilà ce qui arrive quand on arrête de dialoguer un instant sous prétexte que l'on a autre chose à faire.

— Dipapacéquoi l'objectivité ?

— C'est objectiviser le subjectif.

— C'est quoi le subjectif ?

— Suspectif .

— L'informatisme est-il objectivisme, subjectivisme ou suspectivisme ?

— L'informatisme est entièrement dépendant du journalisme.

L'enfant reste dubitatif. A ses pieds les différents courants du fleuve contournaient les piliers de la sagesse ; on pouvait y apercevoir quelques journalistes frétillant en tous sens à la recherche de leurs sources d'information ; une carpe de tresse (une carte de presse) faisait des bons à tirer ; un éditorialiste faisait des ronds, il faut bien vivre. Au loin l'église du village sonnait midi à quatorze heures.

— Dipapacéquoi la liberté de l'information ?

Cette question brutale laissa un instant le père plexe ; il se rendait compte que le dialogue a des indécences que la pudeur interdit de franchir.

Justement à quelques pas de là, sur la rive du fleuve, une vérité toute nue se livrait à ses ablutions ; elle avait enlevé son dentier, déposé sa moumoute, retiré son œil de verre et dévissé sa jambe de bois qu'elle lavait à grande eau. Le spectacle d'une vérité démontée, bien qu'étrange, avait quelque chose de gracieux, aussi le père désigna le tableau à son fils.

Mais cette scène bucolique ne répondait pas à son interrogation fondamentale.

— Dipapacéquoi la liberté de l'information ?

— La conscience d'une démocratie... Allez ! viens, dit le père, je te ramène à la raison.

Cris et chuchotements de la force de l'âge

Nourissier, Laurent, Revzani... trois auteurs en quête d'une belle fin

PAR NICOLE CHAILLOT

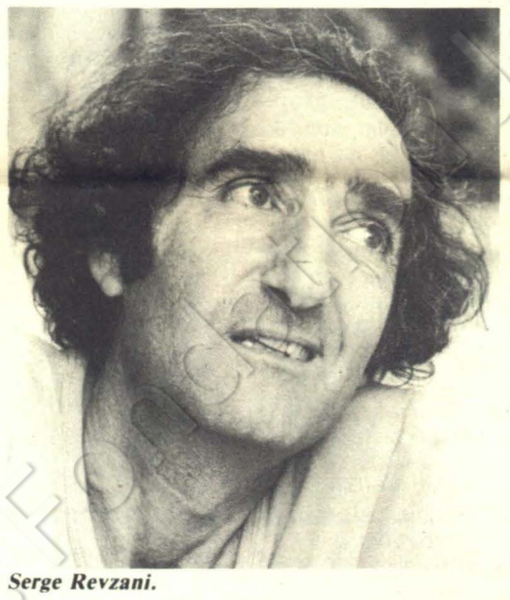
« JE ne permettrai à personne de dire que cinquante ans est le plus bel âge de la vie. » En détournant abusivement la formule célèbre de Paul Nizan on pourrait en faire le leitmotiv des trois gros, grands et beaux — chacun à leur façon — livres que viennent de publier MM. Nourissier, Revzani et Laurent.

La cinquantaine c'est l'âge de nos trois auteurs et de leurs héros à quelques cheveux blancs près. Eh bien ! ce n'est pas gai, même si c'est souvent drôle de vieillir, quand on est natif du sexe masculin et artiste qui plus est.

Non contents de faire du pied à la mort avec une indécence de funambules, ils ont une fâcheuse tendance à bazarder tout pardessus bord avec une allégresse iconoclaste de vieux adolescents : famille, enfants, amis, amours, métier, etc.

Prenons Burgonde pour commencer, le personnage pivot du sensible roman de François Nourissier « l'Empire des nuages » (Grasset), un livre qu'on sent mûri, tenu au chaud depuis longtemps comme une pomme de terre sous la cendre pour être servie à point, fondante, tendre et un peu trop brûlante.

Quand le roman commence, dans les années soixante, au temps du gaullisme



Serge Revzani.

triomphant et de l'expansion galopante, Burgonde (quel drôle de nom de roi fainéant pour ce peintre bourreau de travail) est un artiste arrivé, nanti de maisons, Mercédès, enfants, maîtresse bon chic bon genre (l'ennuyeuse Gabrielle) et amis suisses milliardaires. Tout va donc pour le mieux dans la meilleure des civilisations de consommation.

Cependant la faille est déjà là, car aussi cynique et profiteur soit-il, Burgonde est d'abord un artiste. Donc un écorché, un tordu, un visionnaire mais surtout pas quelqu'un capable d'être un jour à l'aise dans ses Weston à cent mille balles la paire...

Petite angoisse deviendra grande pour peu que l'alcool, l'amour fou et l'échec professionnel lui prêtent vie.

Burgonde rencontre Victoire — un peu trop jeune-fille-qui-a-brûlé-la-chandelle-par-les-deux-bouts pour être crédible — c'est l'amour-passion réciproque, et du passé sentimental la table rase ; puis l'abandon de la technique picturale pourtant juteuse de l'abstraction lyrique, le refus courageux de faire le gugusse dans le pop et autres op art... bref notre homme court à sa perte.

A travers l'itinéraire de Burgonde, mais aussi de Victoire et de quelques dizaines d'autres comparses c'est au portrait d'une époque que s'est risqué Nourissier. Et il n'est pas tendre. Voici l'ère du triomphe inéluctable des médiocres, des cyniques, des brutaux, des stériles sur les idéalistes, les purs, les amants, les productifs. Sombre tableau, on ne savait pas Nourissier aussi porté sur la critique de l'époque qui a vu s'épanouir le « libéralisme avancé » !

Burgonde sera battu à plate couture par le reptilien Ludovic Lepoux, bellâtre maquereau, et critique d'art à ses heures.

Nourissier nous touche souvent avec son Burgonde, on l'aime cet homme fragile qui préfère perdre pied plutôt que de se couler dans un moule qu'il refuse de toutes ses fibres. Tous les personnages masculins de cette saga romanesque s'imposent d'ailleurs avec évidence : Lepoux, Frédéric, Giorgio, le capitaine... Les femmes sont plus conventionnelles, des silhouettes en trompe-l'œil. Bigre, c'est comme ça que Nourissier voit les dames : dures, âpres au gain, raisonnables et raisonneuses. Même les jeunes têtes brûlées comme Victoire ou Rosa, la fille de Burgonde, sont toujours en train de « prévoir ». Fourmis ouvrières, fourmis combattantes, fourmis carnivores ! Et nous ne donnons pas cher de la peau de cette dérisoire cigale de Burgonde qui conclut : « Je ne suis devenu peintre que par hasard. Une pente d'époque... Hélas ce ne fut pas la seule : l'abstraction en était une autre. Une poltronnerie. J'ai eu peur de m'aventurer là où personne n'allait plus. J'ai joué à court terme, ce qui est bien le plus sot



Jacques Laurent.

calcul pour un peintre. J'ai mis vingt ans à voir clignoter les voyants lumineux. Mais le tintamarre est si rassurant et les caresses, et la phraséologie et l'argent. J'ai été leur jouet. »

Serge Revzani, lui, ne se veut le jouet de personne. Et tout au long du « Testament amoureux » (Stock), il règle quelques comptes avec ceux qui auraient eu l'outrecuidance de le faire danser.

D'abord peintre — justement un abstrait lyrique comme Burgonde —, russo-iranien, affublé d'un père magicien, d'une mère terrifiante, heureusement disparue très tôt, d'une belle-mère exotique et souffreteuse dont il fut passionnément épris enfant, Serge Revzani écrit le même livre depuis vingt ans : une ode passionnée à sa femme Danielle. Pieuse entreprise qui pourrait lasser le lecteur sans la verve étourdissante du mari ébloui.

« Que serais-je sans toi qui vint à ma rencontre... » Revzani après « les Années-lumière », puis « les Années-Lula » puis « Mille aujourd'hui » n'en finit pas de jubiler à longueur de pages d'avoir trouvé sa femme-asile, sa femme-tanière, sa femme-refuge... et une chaumière nommée opportunément « la Béate ». Heureusement car en dehors de ce cocon protecteur le monde est bien méchant pour ce quinquagénaire amer qui n'envoie pas dire avec des fleurs ce qu'il pense de ses anciens amis et associés. Revzani, en exhibitionniste convaincu, n'a pas besoin de héros prête-nom, il s'avance à découvert dans ses écrits, tirant lui aussi le portrait d'une époque (de l'Occupation, la Libération, « l'existensialisme » à nos jours) et d'un milieu (la Rive Gauche). Bref, le parcours dans le siècle d'un Burgonde qui aurait quitté la peinture avant qu'elle l'abandonne et trouvé sa femme-giron. « Quelque six cents pages à relire ensemble sous les palmes balancées par le ponant de l'été. » Un livre un peu bâclé, souvent irritant dans ses jugements marqués par une mesquine vengeance mais attachant.

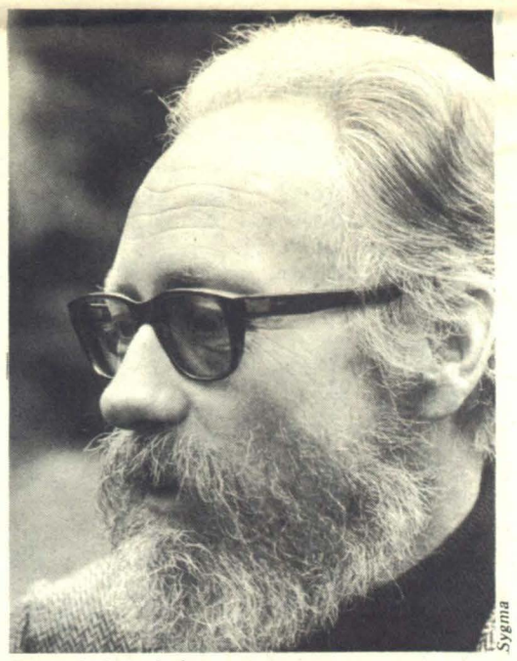
Quant à notre troisième homme, Paul, le héros de Jacques Laurent, il est tout simplement bouleversant.

Paul, qui jadis eut des ambitions de cinéaste après avoir réalisé un premier film « prometteur », pantoufle depuis vingt ans dans une grosse entreprise de production. Esthète amoureux, érotomane distingué, il noue avec les femmes, les ex et les actuelles, des rapports subtils et satisfaisants. Puis une nuit, la mort s'avance vers lui masquée dans un rêve absurde. A dater de ce jour ou plutôt de cette nuit, Paul, pris d'une boulimie créatrice inexplicable, plaque son emploi de tout repos, cherche des noises à sa maîtresse Juliette, revoie toutes ses femmes, entreprend un voyage d'études en Inde, et fait quelques malaises cardiaques sans gravité.

Mais nous lecteurs, nous savons depuis le début qu'il entre en agonie. Atteint d'un mal poétique et pourtant bien réel, un cancer au cœur !

« Quand Corlion avait lancé le " cancer au cœur ", elle avait cru à une métaphore reflétant en le concentrant le partage qui déchirait le cœur de Paul voué à entretenir avec Germaine et Léone des relations névrotiques d'interdépendance. C'était au long d'un effort qui la conduisait du sens figuré au sens littéral qu'elle s'était approchée de l'épouvante et encore avait-elle été freinée et presque rassurée par la difficulté d'admettre la réalité d'un mal dont elle n'avait nulle part rencontré la mention. »

Elle, c'est Juliette, la maîtresse complice des jeux érotiques de Paul, celle à qui sera dévolu le rôle ô ! combien féminin de tenir la main du condamné aux portes de la nuit. Médecin, au lieu de tenter de guérir une maladie incurable, elle devra tout faire pour « le conduire à la syncope mortelle ». Et elle, saura le faire sans flancher.



François Nourissier.

Curieux comme ces écrivains nés dans les années vingt paraissent comme submergés, subjugués par la puissance des femmes, elles restent pour eux celles qui donnent la vie et qui délivrent la mort. Elles détiennent le passeport pour les deux voyages. Tendres ogresses...

« Les Sous-Ensembles flous » (Grasset) est un grand livre où affleurent sans cesse la culture de Jacques Laurent, sa passion de la langue et des mots, sa lucidité désabusée et son humour. Car ce voyage au bout de la vie d'un hussard éreinté est souvent drôle, primesautier, volontiers gouailleur.

Quand naguère dans un livre célèbre Simone de Beauvoir avoua qu'arrivée au terme de la maturité elle se sentait « flouée », on glosa beaucoup sur les désillusions d'une femme « libérée ». Quinze ans plus tard ce sont trois écrivains dans « la force de l'âge » qui font le même constat et en même temps. Curieux boomerang littéraire !

Je ne sais plus quel est celui des trois personnages qui endort sa souffrance en se jouant les « Leçons de ténèbres » de Couperin mais il est clair qu'au travers de Burgonde et de Paul pour Nourissier et Laurent et à travers lui-même pour Revzani, trois écrivains dialoguent avec leur propre mort. D'ailleurs les titres de leurs ouvrages ne sont-ils pas transparents : « Testament amoureux », « l'Empire des nuages » et « les Sous-Ensembles flous. » ●

Culture au fil des jours

Mon village à l'heure des Blancs et des Bleus

Il y a deux façons, au moins, à part les artifices avoués de la fiction, de faire parler la France profonde — la vraie, la charnelle, l'odorante, pas celle de l'illusionniste qui a compris il y a cinq mois ce qu'elle pensait de lui... La première formule, c'est d'aller, avec des émerveillements naïfs de citadin aux champs, planter sa caméra sur cette pittoresque planète Mars : la province française. Ne pas rater le « bal parquet » : ces ruraux sont de grands enfants, n'est-ce pas ? Ni le café du marché, ni le proverbe en patois, ni la sortie de la messe, ni le défilé de la fanfare... Cela donne, par exemple, « la Douceur du village ». Cinéma de pur folklore pour Parisiens collectionneurs de cartes postales conventionnelles et, il va sans dire, « apolitiques ». Entendez : parfaitement réactionnaires.

L'autre manière refuse ce pseudo-apolitisme du pittoresque bucolique. Qu'elle soit l'œuvre — trop rarement encore — des habitants même de la communauté concernée. Ou celle de cinéastes documentaristes au vrai sens du terme : des hommes d'images qui n'oublient jamais que toute image signifie. Ainsi André Harris et Alain de Sédouy (1) avec « les Enracinés » : un irremplaçable document dont on aura bien le temps plus tard de se demander si c'est du cinéma ou de la télévision.

Pour pasticher son contre-modèle, on pourrait presque rebaptiser ce film-enquête « la Violence du village ». Car il nous raconte ce qu'est vraiment un village français : un morceau d'unité nationale n'ayant pu naître qu'à travers les épouvantables, les sanglants sursauts de l'Histoire. Et dont, aujourd'hui encore, le calme trompeur ne peut dissimuler totalement que s'y poursuivent les affrontements de classes et les conflits idéologiques.

Peut-être trouvera-t-on même que Harris et de Sédouy y sont allés un peu fort dans le choix de « leur » village — Mouchamps, en Vendée — effectivement propice aux plus vives tensions. Mais il fallait bien, les auteurs l'expliquent volontiers eux-mêmes, utiliser un des lieux où demeurent bien vivants et bien visibles ce qu'ils estiment être les trois piliers de la société rurale traditionnelle : le château, l'église, la ferme. Va pour la Vendée, alors, à condition de se rappeler que la France entière fut jadis une vaste Vendée.

« Le château » est au centre du dispositif. A Mouchamps, c'est la propriété d'une dame de Polignac, née Chabot, et d'un nobliau dont le visage poupin évoque les rotondités molles d'un d'Ornano jeune. Celui-ci se nomme Guillaume de Chabot et le film commence — ou peu s'en faut — par son dialogue avec une ancienne domestique : un morceau d'anthologie de paternalisme néo-féodal, qu'il offre à la caméra avec une rare inconscience. Jeanne de Polignac fera d'ailleurs mieux quelques instants plus tard, en évoquant « le bon temps » d'un proche passé où « les domestiques vivaient exactement comme leurs maîtres, sauf qu'évidemment ils vivaient dans les cuisines ».

« Le château », à Mouchamps, commande toujours à « l'église » : le curé, Louis Guéry, vient fréquemment s'incliner devant les hobereaux locaux. Et il leur réserve — on vous recommande la scène de la communion — le premier banc de son église. Les péquenots n'ont qu'à aller au fond, leur christianisme ne doit pas être de la même qualité. Là encore, une séquence très forte : la soirée passée chez ce chanoine en soutane par de jeunes gens au catholicisme plus évolué que le sien et qui se termine par une méditation silencieuse, faute d'un texte de prière sur lequel ils auraient pu être en accord avec lui !

« La ferme », enfin, dépend elle aussi du « château ». Quand on ne possède pas la terre qu'on travaille et qu'on est à la merci d'une vente foncière au premier venu, comme le disent deux des agriculteurs du film, on n'est pas tellement loin du servage de jadis. Pourtant, des trois « piliers » repérés par les archéologues Harris et de Sédouy, c'est celui qui se fossilise le moins. Dans les propos du fermier Blanchard et du petit propriétaire Gaboriau, le spectateur des « Enracinés » reconnaîtra ceux des « Paysans-travailleurs » et ceux de la F.n.s.e.a. De même qu'il retrouvera, dans la rencontre assez tendue avec le Beauceron « immigré » Guerton, venu cultiver extensivement les céréales dans ce coin du bocage vendéen, les problèmes de la petite propriété familiale, de la mécanisation, etc.

L'affrontement socio-économique est donc constamment présent, sous divers aspects et même si on le dissimule sous la cordialité extérieure du petit coup de muscadet accompagnant les discussions. Si obstinément actuelle qu'elle soit, cette lutte pour la possession de la terre et de ses produits plonge ses racines très loin dans le passé. La mémoire collective de Mouchamps n'a pas oublié — et, pour certains, pas pardonné — la grande redistribution foncière qu'a représenté, il y a deux siècles à peine, la vente des « biens nationaux » enlevés au clergé ou aux émigrés.



Alain de Sédouy et André Harris.

A Mouchamps, le conflit socio-économique est entremêlé à la querelle religieuse. Car un ricanement de l'Histoire a fait s'installer là, en plein pays catholique, une communauté protestante. Or, ce sont ces réformés qui ont su le mieux profiter des ventes de « biens nationaux », jadis, et qui demeurent aujourd'hui les plus riches propriétaires terriens. Voilà qui paraît encore plus impardonnable que de réformer les dogmes et c'est seulement à l'instigation de Harris et de Sédouy que, pour la première fois dans l'histoire du village, le curé est venu — devant la caméra — adresser la parole au pasteur.

Le clivage politique, enfin. Il est sans grandes nuances : à Mouchamps, on est passionnément républicain, ou le contraire. La profession de foi royaliste de Mme de Polignac est sans appel : « Il n'était pas question d'exercer un métier, c'eût été servir la République... Et, le 14 juillet, nous organisions dans le parc du château quelque chose pour les villageois, afin de les empêcher de célébrer cette fête. » A quoi répond le propos d'un agriculteur, regrettant presque que l'idée républicaine se soit banalisée : « Bah, tout le monde est républicain aujourd'hui... même Giscard ! »

En réalité, cet affrontement s'explique par la sauvagerie des combats entre « Bleus » et Vendéens royalistes de 1793 à 1796 : trois cent mille soldats républicains tués, de non moins sanglantes représailles dont ce massacre de deux cents femmes, enfants et vieillards devant le château de Mouchamps. Comment, en ces lieux, de tels événements pourraient-ils ne pas laisser de traces aujourd'hui encore ?

Aussi l'un des « clous » du film est-il constitué par une autre « première rencontre » organisée par les deux cinéastes : celle entre le chanoine et Marcel Guintard, dirigeant communiste du coin (et membre du Comité central). Rencontre de deux mondes, ou plutôt de deux traditions historiques poussées sur un même sol, mais apparemment irréconciliables — même si, entre les phrases, les mauvais esprits découvrent des ressemblances entre deux Eglises et deux cléricalismes...

Voilà le village vendéen des « Enracinés », encore fermé sur son passé. Mais le film se termine sur les danses de jeunes qui, sans renier les fameuses racines, paraissent heureux de ressembler à tous les autres jeunes. Quitte à rejeter ce passé, ou du moins ce qu'il entretient encore de négatif : le sectarisme (l'agriculteur communiste : « Y'a plus de vrais socialistes, maintenant »), l'hypocrisie (les réponses du prêtre à sa paroissienne sur la contraception), les haines familiales ou vicinales...

Il faut croire, si l'on regarde les résultats des récentes élections, y compris en Vendée, que c'est commencé. Dans tous les Mouchamps de France, on s'en est aperçu : même à Mouchamps, le monde s'est mis à bouger.

SERGE RICHARD

(1) Des mêmes auteurs ressortira également la semaine prochaine, « le Pont de singe », un film de 1978 qu'ils ont consacré à la question de l'armée. Très attendu, pour des raisons évidentes d'actualité.

Jacquou le revenant

Vous aimez le populisme ? Eh bien, en voilà ! Revoilà Jacquou ! « Jacquou le Croquant », le feuilleton télévisé de Stellio Lorenzi, tiré du roman d'Eugène Le Roy, est rediffusé tous les samedis sur T.f.1, à 21 h 30, depuis la semaine dernière. Un moment mythique de la télévision française. Quand l'O.r.t.f. le sortit sur le petit écran, en octobre 1969, il battit immédiatement tous les records : 85 % d'indice d'écoute, 98 % d'indice de satisfaction. Et le 9 novembre 1969, en pleine période de manifestations paysannes, sur la façade de la préfecture d'Alençon, des agriculteurs écrivirent en lettres énormes : « Non, Jacquou n'est pas mort ! » Le 20 novembre de la même année, un député socialiste interpella Jacques Duhamel : « Attention, Monsieur le ministre, Jacquou n'est pas mort ! » Bientôt, Jacquou fut partout, sur tous les caliquots, dans toutes les têtes, dans tous les cœurs. Jacquou-le-juste. Jacquou-le-rebelle. Jacquou qui va encore faire pleurer dans les H.l.m. les arrière-petits-enfants de ceux qui trimèrent dans les chaumières...

Depuis douze ans « Jacquou » était resté dans les archives. En mai dernier, quelques responsables de programmes se dirent qu'après tout, dans une France socialiste... Ah, opportunisme, quand tu les tiens ! Jacques Chancel voulait « Jacquou » pour le prochain Noël d'Antenne 2. T.f.1 a été plus rapide. Petit jeu : qui va ressortir « le Pain noir » de Serge Moati ? Et le « Don Juan » signé par Marcel Bluwal ? Car, on en est là à la télévision française : elle a tellement peu produit de créations ces dernières années, elle a tellement peu employé de réalisateurs qu'elle est à court de programmes de qualité. « Assez de feuilletons américains ! », crie-t-on de tous côtés. D'accord, mais que mettre à la place ? Pendant deux ou trois ans, le temps qu'une véritable politique de création ait porté ses premiers fruits, qui dira qualité dira rediffusion. Heureux les Moati, Bluwal, Lorenzi, Krier et autres Failevic ! On va revoir toutes leurs œuvres. Il est vrai qu'on n'a guère le choix : depuis 1968, ils ont pratiquement été les seuls à pouvoir s'exprimer talentueusement à la télévision. Avec « Jacquou » nous ne sommes qu'au début de l'ère des revenants...

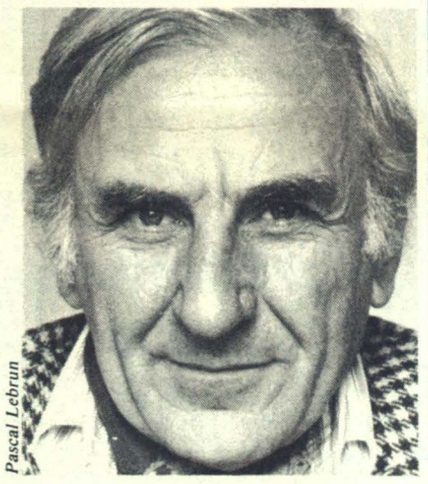
JEAN-PAUL LIÉGOIS

Du chagrin, par pitié !

Clermont-Ferrand et l'Auvergne, entre 1940 et 1945 : un microcosme de la France divisée, montré sans complaisance pendant plus de quatre heures. Sous-titre : « Chronique d'une ville française sous l'Occupation. » Titre : « le Chagrin et la Pitié. » Un film de Marcel Ophuls, produit par André Harris et Alain de Sédouy en 1970. Jamais les Français n'avaient eu le droit de le voir à la télévision. Arthur Conte, le dernier p.-d.g. de l'O.r.t.f., promit de le diffuser... puis oublia de tenir sa promesse. L'homme politique préféré d'Arthur Conte, un certain Valéry Giscard d'Estaing, refusa pendant sept ans d'aborder le sujet ; il est vrai qu'il avait de la famille en Auvergne entre 1940 et 1945... Pauvre Giscard : F.r.3 va lui faire un gros chagrin prochainement : cette chaîne programme en effet « le Chagrin et la Pitié », en deux parties, les 28 et 29 octobre prochains. Et les Français vont, entre autres, s'apercevoir qu'il n'y avait pas beaucoup de résistants nommés Giscard d'Estaing en Auvergne, de 1940 à 1945...

J.-P. L.

Les cinq mois de Mitterrand



Pascal Lebrun

Cinq mois exactement se sont écoulés depuis ce jeudi 21 mai où François Mitterrand prenait officiellement ses fonctions de président de la République. En cinq mois, beaucoup a été fait, sur tous les plans et, pour la première fois, on voit un nouveau pouvoir engager sans délai, malgré l'obstruction des battus de mai et juin, les réformes que les Français avaient approuvées en votant pour le changement.

Comment ce nouveau pouvoir s'est-il lui-même mis en place ? C'est la question à laquelle a voulu répondre Maurice Séveno (1) en suivant de mai à juillet « les Premiers Jours de Mitterrand » (Stock). Ce livre est, en quelque sorte, la suite de celui de Claude Estier relatant jour par jour la campagne électorale qui fit de Mitterrand le président des Français. Séveno, en grand reporter qu'il est, promène non pas sa caméra mais son cahier de notes et son stylo à l'Elysée, dans les bureaux ministériels, dans les couloirs de la télévision, au siège de la C.f.d.t., à l'Assemblée nationale. Le 14 juillet, il est présent parmi les milliers d'invités qui se pressent dans les jardins de la présidence. Il décrit la bousculade autour du chef de l'Etat en terminant par cette note qui n'est pas de circonstance : « Et François Mitterrand avance paisiblement au milieu de la foule, un léger sourire aux lèvres. » Si Séveno avait poursuivi son livre, il l'aurait décrit de même la semaine dernière avançant parmi les travailleurs de Lorraine ou cette semaine au milieu de la foule de Mexico. Dès les premiers jours, dit encore Séveno, « Mitterrand a apporté la preuve que la « force tranquille » n'était pas un slogan ». C'est bien pourquoi les Français n'ont pas, depuis cinq mois, changé d'avis.

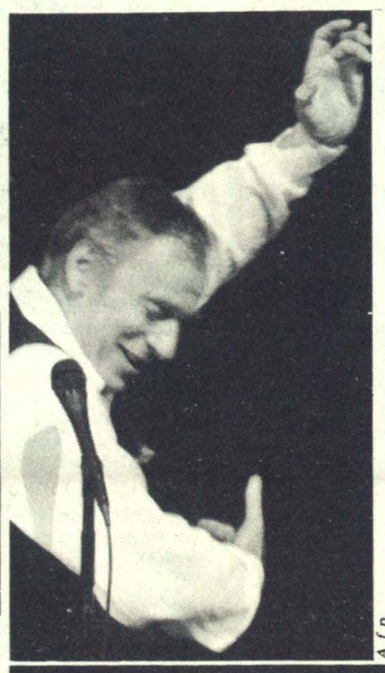
A.V.

(1) Une nouvelle qui nous fait plaisir : Maurice Séveno prend la direction de la rédaction de F.r.3.

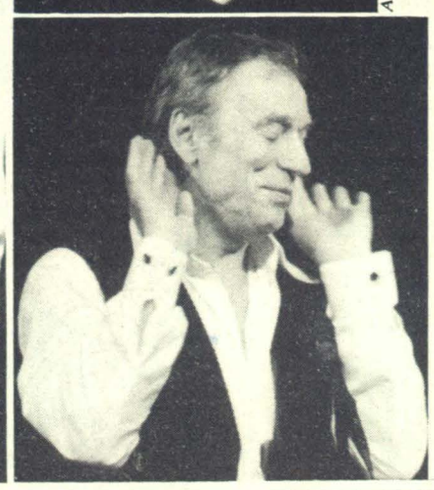
Montand : parce que c'est lui, parce que c'est nous

Ah nostalgie, quand tu les tiens ! Comme ils se gargarisent de ce temps cassé que l'on appelle le passé, comme ils aiment fredonner mélancoliques ces rengaines qui leur parlent de feuilles mortes et de petits cireurs américains. A les entendre, tous ces thuriféraires larmoyants, Montand ne serait que le chantre des désillusions d'une génération, vieux combattant perclus de rhumatismes au cœur. Amer, déçu, revenu de tout et surtout de la gauche, moins bagarreur qu'avant et terriblement enclin à cultiver le charme des amours et de la chansonnette d'antan.

Mais qu'ils se taisent, ces nostalgiques indécrottables ! Qu'ils cessent de prendre leur mémoire blessée pour la réalité d'hier et d'aujourd'hui ! D'accord, l'U.r.s.s. n'est plus ce qu'elle a été, d'accord, le stalinisme existe, tous ont fini par le rencontrer. Est-ce une raison pour transformer en apôtre repenti du passé, en prophète bénévole de l'avenir, un homme qui chante simplement parce que ça lui fait plaisir ? Certes, Montand s'est engagé, comme aucun saltimbanque n'avait jamais osé le faire. Il a défilé, il a pétitionné, il a porté ce qu'il croyait — parfois à tort et souvent à raison — la bonne parole. Mais les meilleures causes ont une fin. Arrive un jour où l'on décroche. Non par fatigue ou par lâcheté, non par usure ou par dégoût. Mais parce qu'on doute et qu'on ne veut plus pointer à l'usine des idées rabâchées et rabat-joie. Ces idées qui ont fait leur temps et que la lucidité vous commande d'ignorer. Quitte à louper le rendez-vous du 10 mai.







A.f.p.

Lui a tourné la page, d'autres ne s'en sont pas remis. D'avoir eu 30 ans en 1956 et de garder vivace la cicatrice de Budapest. D'avoir eu 30 ans, 1968, et de ne jamais se consoler de l'absence des lendemains qui chantent. D'avoir vécu l'Indochine, l'Espagne, l'Algérie. La guerre, les tortures, les exécutions capitales. Martyrs d'une tragédie sans fin, écartelés sur le théâtre du monde, ils tâtonnent et cherchent des points de repère.

Miracle, en voilà un. Montand, l'homme-boussole, la preuve des certitudes d'alors. Il y croyait, on y croyait. Qu'il faisait bon vivre en ce temps-là, et quel bonheur quand ce sexagénaire nous ressuscite ce passé qui nous faisait vibrer ! Clémentine et Paulette font partie de la famille, Battling Joe ne boxe que pour nous et Luna-Park est notre paradis à tous. Nostalgie encore, nostalgie toujours, comme si l'espace d'un instant il était possible de clamer : « Le monde nous appartient. »

Assez ! Montand, c'est autre chose. Troubadour des années passées, il n'intéresserait que les initiés écorchés vifs. Or il fascine des garçons et des filles en âge de préférer Bernard Lavilliers ou Genesis. Il enchante les parents et séduit les enfants. On l'aime et on le reconnaît. On l'aime parce que c'est lui, on le reconnaît parce qu'il a toujours tenté de dire et de chanter sa vérité. Et cette vérité est souvent celle des petits enfants du siècle.

Montand rétro, allons donc ! Si le public de l'Olympia l'ovationne — un public de 7 à 77 ans —, c'est qu'il se trouve en face d'un phénomène de soixante ans extraordinairement moderne. Un homme qui ne joue pas les donneurs de leçons, un homme heureux de chanter devant ceux qui l'écoutent, un homme en équilibre, quoi ! Grâce aux vers de Prévert qui lui ont permis d'apprendre à épeler la liberté.

MARTINE DUCOUSSET

POLOGNE

La militarisation n'est pas la guerre

PAR JEAN OFFREDO

LE coup de théâtre intervenu le 18 octobre à Varsovie, à savoir le remplacement à la tête du Parti ouvrier unifié polonais de Stanislaw Kania par le général Wojciech Jaruzelski me semble important pour trois raisons :

— C'est tout d'abord l'aveu d'un échec personnel, celui du Premier secrétaire sortant. Arrivé au pouvoir le 2 septembre 1980, après les événements de Gdansk, il n'a pas su en treize mois imprimer à la Pologne une ligne politique claire, bien qu'il ait eu tous les pouvoirs en main, en particulier la possibilité, en juillet dernier, de mettre en place un comité central en accord avec sa volonté d'action.

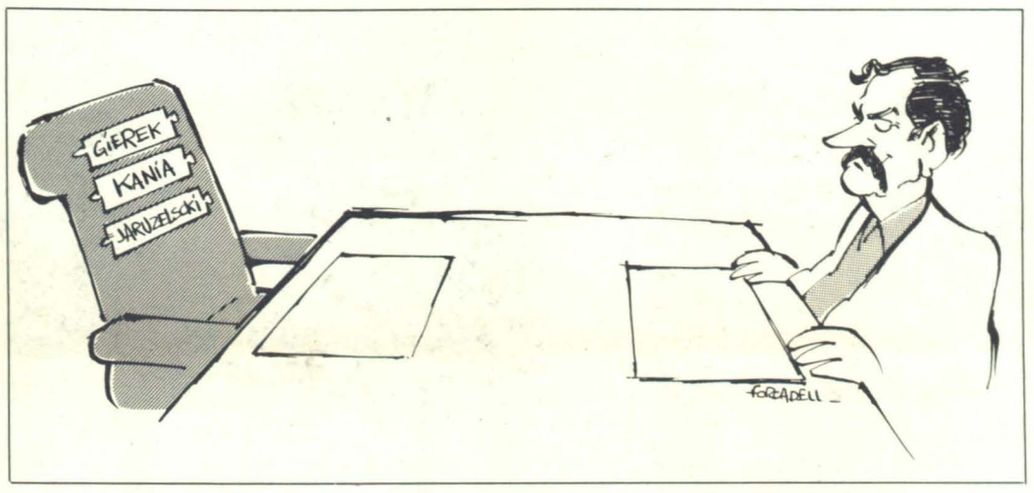
— C'est aussi le signe que le Parti ouvrier souhaite déterminer une politique plus ferme et plus cohérente, capable de répondre aux demandes du pays. Toutefois, il convient d'être prudent et d'attendre les autres changements annoncés par le nouveau Premier secrétaire. Pour l'heure à Varsovie règne plutôt le sentiment « plus ça change, plus c'est pareil », l'histoire ayant souvent montré qu'il ne suffisait pas de mettre des nouveaux noms sur le papier pour que la politique connaisse des développements différents. Or, il est clair que la Pologne aujourd'hui a besoin d'autre chose qu'une simple modification d'organigramme.

— C'est enfin, avec la nomination d'un général comme patron du Parti — cas unique en Europe de l'Est — une forme de « militarisation » de la Pologne qui a lieu. On avait déjà remarqué, en février dernier, quand le général Jaruzelski était devenu Premier ministre que quatre généraux étaient entrés au gouvernement. Par ailleurs, au congrès du Parti, en juillet, un important militaire, le général Milewlki, était entré au bureau politique.

Certes, le général Jaruzelski et l'armée jouissent d'un prestige encore intact en Pologne. Tout le monde sait, en effet, qu'aussi bien en décembre 1970 qu'en août 1980, le nouveau patron de la Pologne avait clairement dit qu'il était opposé à une intervention de l'armée contre les grévistes avançant comme justification que les militaires avaient fondamentalement comme devoir de ne combattre que les ennemis de l'extérieur. A partir de quel moment, cependant, un amalgame peut-il être fait entre des manifestants à l'intérieur du pays et un ennemi extérieur ? La réponse pour une bonne part appartient au Kremlin.

Wojciech Jaruzelski a toujours voulu être un homme de dialogue. On peut s'attendre donc à ce qu'il reprenne à son compte les idées entendues depuis plusieurs semaines à Varsovie autour de la constitution d'un gouvernement d'unité nationale, d'un front de salut public. Mais alors ira-t-il jusqu'à y faire entrer des hommes de Solidarité ? Il faut s'attendre aussi à une demande gouvernementale de renégociation des accords de Gdansk afin de les adapter à la situation nouvelle du pays. Mais les autorités devront en la matière faire preuve d'un doigté exemplaire. Car les ouvriers polonais, s'ils sont prêts à d'immenses sacrifices pour aider à sauver le pays — et ils le prouvent actuellement — ce ne peut être au risque d'une récupération et pour éponger les carences du Pouvoir.

Le dernier plénum du comité central a montré l'état de déliquescence dans lequel se trouve le Parti ouvrier. Le manque de confiance dans les autorités et la crise de crédibilité dont elles souffrent ne sont certes pas de nature à aider à surmonter la crise. Ainsi pour le général Jaruzelski l'alternative est à la fois claire et dramatique : ou il parvient à trouver les termes d'un consensus national, en assurant la réconciliation entre le pays légal qu'il représente avec le Parti et le pays réel qu'expriment Solidarité et l'Eglise, ou il sera rapidement conduit à la confrontation, qui prendra la forme de l'état d'urgence, curieusement appelé en Pologne « état de guerre », et alors d'un conflit ouvert à l'intérieur de la société polonaise, ce qui donnerait à l'U.r.s.s. un alibi extraordinaire pour opérer une « intervention à visage humain » afin de rétablir « les intérêts menacés de l'Union soviétique et du camp socialiste ».



Face à ces événements, Solidarité manifeste une tranquille détermination qui peut surprendre. Elle est fondée sur l'appui de ses dix millions de membres, expression de la société polonaise, qui refusent d'être manipulés pour des résultats incertains.

Etonnante rencontre de l'histoire : voici vingt-cinq ans, la Pologne vivait des moments tout aussi dramatiques. Le « printemps d'octobre » voyait la fin définitive du stalinisme, l'arrivée au pouvoir de Wladyslaw Gomulka, tout juste sorti de prison, et un vent de libération soufflait sur le pays.

Wojciech Jaruzelski sera-t-il, en 1981, l'homme providentiel que fut Gomulka en 1956, et est-il capable de réaliser ce qu'a raté l'ancien leader polonais ? De la réponse à cette question dépend pour beaucoup le destin de la Pologne. ●

Lech Walesa : "Votre socialisme me plaît bien"

Peu avant de quitter la France, Lech Walesa a accordé un entretien en exclusivité à notre collaborateur Jean Offredo.

« L'UNITE » : Quel bilan dressez-vous de votre voyage en France ?

LECH WALESA : Nous avons fait le maximum de ce que nous pouvions faire. Nombreuses rencontres, nombreux entretiens. Nous ne sommes pas venus pour répondre à tous les problèmes, mais surtout pour vous sonder : voulez-vous travailler avec nous ? Comment ?

Nous avons parlé avec tous les syndicats. Nous avons dit que nous voulions travailler avec eux. Aucune organisation ne nous a rejetés et c'est un grand succès.

Que sortira-t-il de tout cela ? Cela ne dépend pas que de nous. Il appartient à des groupes de travail, à nos experts de finaliser ce qui a été commencé avec cette visite.

En rêvant, je voudrais qu'il n'y ait pas de différences entre la France et la Pologne, qu'il n'y ait plus de barrières entre nous, que l'on se sente vraiment les uns chez les autres.

Je voudrais contribuer à réunir ces deux pays, non par la force, bien sûr, mais par la volonté de faire se rapprocher les peuples.

Et cela je le ferai à tout moment, par tous les moyens, en profitant de tous les contacts.

— Vous avez rencontré tous les syndicats. Avec certains cela a été plus facile?

— Vous savez la vie est faite d'instants où avec les uns c'est bien, avec les autres moins bien. Il en est de même avec les syndicats. Nous avons parlé avec tout le monde. A nos groupes de travail communs de déterminer maintenant jusqu'où on peut aller avec chacun.

Bien sûr, avec Edmond Maire, nous nous connaissons depuis longtemps, nous nous comprenons bien. Il me semble que nous travaillons dans le même sens, et c'est plus facile entre nous. Si Edmond ne nous met pas à la porte, on travaillera toujours plus ensemble !

Mais j'espère qu'il en deviendra de même avec les autres syndicats.

Cela dit, si vous me permettez, je pense que souvent les syndicats français pourraient être plus unitaires. Sur certains points je vois des différences et il est normal que chacun ait son opinion, mais sur certains autres je n'en vois pas : sur des problèmes de salaires, de conditions de vie par exemple. Ce serait un modèle logique qui respecte la différence dans l'unité. Nous aussi à Solidarité, nous nous diviserons un jour, par centres d'intérêt. Quand il faut affirmer sa force, ce sera tous ensemble, quand ce sera moins crucial, chacun vivra sa vie. Si vous voulez porter une tonne sur vos épaules, seul vous n'y arriverez pas, il faut être plusieurs, et si vous répartissez la tonne en quintaux, chacun portera sa part.



A.f.p.

Le général Wojciech Jaruzelski.

Quand la charge est lourde, quand les problèmes sont à dimension nationale, on y va tous ensemble, quand elle est plus légère, je pense aux discussions dans nos régions, dans nos entreprises, chacun peut décider séparément.

Il ne faut pas trop de monopole, même dans le syndicalisme. Après arrivent la bureaucratisation, la corruption... Il faut bien répartir sur ce que doit être une action syndicale nationale, et une action régionale, de base, vraiment autogérée.



Lech Walesa avec Pierre Mauroy,



Pascal Lebrun

et avec Marianne.

— Vous êtes venu dans une France qui maintenant est dirigée par un gouvernement socialiste. Que pensez-vous de notre socialisme ?

— Il n'y a pas un modèle unique de socialisme. Il faut qu'il y ait une possibilité de choix. On peut tirer beaucoup de choses de modèles différents.

Le modèle français de socialisme me plaît beaucoup. Chez nous, pour le moment, ce n'est pas mûr pour un tel modèle. Il faut que vous nous regardiez, que vous compreniez ce qui se passe, que vous rejetiez les erreurs d'un tel socialisme. Nous-mêmes pouvons beaucoup apprendre de vous, mais aussi pouvons rejeter vos erreurs.

— Vous êtes optimiste pour la Pologne ?

— Bien sûr, dès mon retour m'attendent des tas de problèmes. Il faudra s'y attaquer. Mais je ne suis pas homme à rester assis et à pleurer ; si je ne croyais pas à ce que je fais, je ne serais pas là où je suis.

Je suis tranquille sur notre avenir.

Nous sommes tous des Polonais, et le gouvernement et Solidarité. Les autorités ont leurs responsabilités, ce sont elles qui dirigent ; nous, nous sommes du côté des gouvernés.

Nous sommes unis dans l'idée de Pologne, mais nos situations sont différentes. Chacun doit accomplir son devoir. Et le faire bien.

(Propos recueillis par Jean OFFREDO)

Coll. Fondation-Jaurès

Diffusion N.m.p.p. - Commission paritaire n° 52325